

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉDUCTION DES DONS ET LEGS

AU CAS DE PLUS-VALUE DES BIENS DONNÉS OU LÉGUÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 19 décembre 1912, à 3 heures

PAR

Stéphane LEMONNIER

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
CAPITANT, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RÉDUCTION DES DONS ET LEGS

AU CAS DE PLUS-VALUE DES BIENS DONNÉS OU LÉGUÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 19 décembre 1912, à 3 heures

PAR

Stéphane LEMONNIER

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
CAPITANT, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Droit civil français.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de Droit civil, I et II.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET COLIN. — Des donations entre vifs et des testaments.
- DALLOZ. — Recueil périodique.
- DEFRÉNOIS. — Répertoire pratique du notariat.
— Traité-formulaire du notariat.
— Traité des liquidations et partages.
- Dictionnaire du notariat.
- FENET. — Travaux préparatoires du Code civil.
- HÉMARD. — Revue trimestrielle du Droit civil (1910).
- HENRY (Maurice). — Du legs de la quotité disponible. (Thèse Paris, 1902.)
- HUC. — Commentaire du Droit civil.
- Journal des notaires.
- LOCRE. — Exposé des motifs.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, t. III.
- SIREY. — Recueil des lois et arrêts.
- RIPERT. — Revue trimestrielle du Droit civil (1911).
- CHARMONT. — Les transformations du Droit civil.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551403_0051

DE LA

RÉDUCTION DES DONS ET LEGS

AU CAS DE PLUS-VALUE DES BIENS DONNÉS OU LÉGUÉS

INTRODUCTION

Tout héritier, parent en ligne directe du *de cuius*, appelé et venant à la succession, a droit à une part « réservée » des biens du défunt. Ce dernier, supposé d'ailleurs majeur et capable, n'aura donc pu, pendant sa vie, valablement disposer de ses biens à titre gratuit qu'autant que ses libéralités n'auront pas dépassé la quotité disponible déterminée par la loi ; si, au contraire, ses libéralités ont été excessives, il faudra fixer dans quelle mesure il a été porté atteinte à la réserve, et faire subir aux donataires et légataires une réduction de leurs dons et legs de manière à remplir complètement de leurs droits les héritiers réservataires.

Mais, avant de savoir s'il y a lieu à réduction, le chiffre de la réserve doit être connu, et, pour le connaître, un travail préliminaire s'impose.

On cherchera d'abord à reconstituer le patrimoine dans son intégralité, c'est-à-dire tel qu'il se présenterait si le défunt n'en avait jamais rien distrait, et, pour ce faire, on réunira fictivement à la masse des biens existants au décès les biens et valeurs donnés entre vifs. L'évaluation des biens laissés par le *de cujus* sera simple à déterminer ; ces biens figureront pour leur valeur au jour de l'ouverture de la succession. Quant aux biens donnés, la loi a prévu pour eux un mode spécial d'estimation : il sera tenu compte à la fois de leur état au jour de la donation et de leur valeur au jour du décès.

La deuxième opération, préalable à la réduction, a pour objet la déduction du passif héréditaire.

L'imputation des dettes étant effectuée, on obtiendra comme reste la masse qui doit servir de base au calcul de la réserve et de la quotité disponible : et cette réserve et cette quotité disponible se trouveront alors fixées eu égard au nombre et à la qualité des légitimaires en présence.

Enfin il faudra examiner si les libéralités faites par le *de cujus* sont imputables sur la réserve ou sur la quotité disponible ; un principe très net servira de guide en cette matière : devront, seules, s'imputer sur la réserve les libéralités faites à un héritier acceptant, non dispensé de rapport ; toutes les autres libéralités s'imputeront sur la quotité disponible.

Ces opérations préliminaires terminées, il suffira

de rapprocher les chiffres obtenus pour juger si la réserve a été ou non entamée, et, si elle l'a été, dans quelle mesure elle l'a été.

Il y aura peut-être alors lieu à réduction des dons et legs excessifs, et cette réduction constitue la sanction du droit de réserve.

Voilà ainsi résumée dans ses traits essentiels l'opération de la réduction, telle qu'elle se présente ordinairement.

L'objet précis, que nous proposons à ce travail, se renferme dans des limites beaucoup plus étroites.

Nous envisagerons le cas particulier de biens donnés entre vifs, — de valeurs incorporelles spécialement, — ayant acquis, entre le jour de la donation et l'époque du décès du donateur, une plus-value importante et nous aurons à examiner les difficultés qui peuvent résulter du fait que le rapport réel entre cohéritiers de l'article 868, — rapport exigé pour la formation de la masse partageable, — se trouve être inférieur à la réunion fictive de l'article 922, — réunion exigée pour la détermination de la réserve et de la quotité disponible; la masse réelle ne peut, en un tel cas, suffire à faire face à une réserve et à une quotité disponible, calculées sur une masse plus forte.

Notre étude se restreindra, en conséquence, aux questions, propres à exercer quelque influence sur la solution du problème ainsi posé.

La première partie sera consacrée au mode d'éva-

luation des biens donnés ou légués réunis fictivement à la masse du partage ; — et à l'application de l'article 922 aux valeurs incorporelles ; en effet la question d'estimation des biens mobiliers destinés à être compris dans le calcul de la quotité disponible est demeurée jusqu'à présent insuffisamment élucidée et donne lieu à de grosses difficultés que ne manque pas d'aggraver la différence voulue par le législateur entre les méthodes d'évaluation de ces biens, en matière de rapport et en matière de réduction.

Dans la deuxième partie nous tenterons de dégager le processus de l'évolution juridique en ce qui concerne la protection de la réserve, nous rappellerons à qui appartiennent en vertu de ce principe, le droit et le bénéfice de l'action en réduction et nous ferons des applications pratiques de réduction, appropriées au cas que nous visons spécialement.

Dans la troisième partie nous nous attacherons à la critique des diverses solutions proposées — dans une espèce récente de jurisprudence, — à un problème de réduction de dons de legs par suite de la plus-value de valeurs mobilières données entre vifs.

Enfin, comme conclusion, nous rechercherons les réformes susceptibles d'établir sur des bases plus claires et plus justes les règles de la réduction.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ÉVALUATION DES BIENS DONNÉS ENTRE VIFS POUR LE CALCUL DE LA QUOTITÉ DISPONIBLE

Le texte fondamental qui régit la matière est l'article 922 du Code civil.

Il est ainsi conçu :

« La réduction se détermine en formant une masse
« de tous les biens existants au décès du donateur
« ou testateur. On y réunit fictivement ceux dont il
« a été disposé par donation entre vifs d'après leur
« état à l'époque des donations et leur valeur au
« temps du décès du donateur. On calcule sur tous
« ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle
« est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse,
« la quotité dont il a pu disposer. »

Ainsi, les biens donnés entre vifs, quel qu'ait été le mode de la libéralité, doivent être réunis à la masse des biens existants au décès, à l'actif réel laissé par le *de cujus*. Par cette opération, le législateur s'est proposé pour but de réformer dans son ensemble le

patrimoine du défunt, tel qu'il aurait été constitué, si aucune libéralité n'était venue l'entamer. Il s'agit, en effet, de porter en quelque sorte un jugement général sur la gestion du *de cujus*, d'examiner dans quelle mesure son administration a été préjudiciable aux intérêts et aux droits de ses héritiers en ligne directe. S'il a abusé de sa capacité de disposer à titre gratuit au mépris des liens du sang et des affections de famille.

L'intention du législateur, en ordonnant cette reconstitution, se fait jour dans l'exposé présenté au Corps législatif par Bigot du Préameneu (Fenet, t. XII, p. 538) : « La transmission d'une partie des
« biens aux héritiers en ligne directe est une des
« bases de l'ordre social. Les pères et mères et les
« enfants ont entre eux des devoirs qui doivent être
« remplis de préférence à de simples libéralités ;
« l'accomplissement de ces devoirs est la condition
« tacite sous laquelle ces libéralités ont pu être fai-
« tes ou acceptées ; et dans le cas même où les
« donations n'auraient pas, lorsqu'elles ont été faites,
« excédé la quotité disponible, les donataires ne
« seraient point, par ce motif, préférables à des héri-
« ritiers directs, s'il s'agit pour les premiers d'un
« pur bénéfice et pour les autres d'un patrimoine
« nécessaire. La diminution survenue dans la for-
« tune du donateur ne saurait même être présumée
« l'effet de sa malveillance envers le réservataire. Ce

« sont ces motifs qui ont fait regarder comme indis-
« pensables de faire comprendre dans la masse des
« biens sur lesquels se calcule la *quotité réservée* par
« la loi, ceux qui auraient été donnés entre vifs. »

Dans la première partie de ce travail, nous nous proposons d'étudier :

1° La différenciation à établir entre la réunion fictive et le rapport réel, et la détermination des sphères spéciales d'application de l'une et l'autre opération ;

2° Le mode d'évaluation des biens soumis à la réunion fictive et ce qu'il faut entendre par « le fait du donataire ».

3° Enfin la généralité d'application de l'article 922 qui régit les meubles incorporels au même titre que les autres meubles et les immeubles.

Ces points une fois fixés, nous aborderons avec plus de clarté les problèmes soulevés par la réduction des dons et legs au cas de plus-value des biens donnés entre vifs.

CHAPITRE PREMIER

Différenciation entre le rapport réel et la réunion fictive.

Il importe de bien déterminer la nature de l'opération qui consiste dans la réunion fictive des biens donnés à la masse héréditaire pour le calcul de la quotité disponible et des réserves, et d'en dégager nettement les caractéristiques.

La réunion ne doit pas être confondue avec le rapport, matière régie par les articles 843 et suivants du Code civil.

Dans leur but comme dans leurs conséquences, ces deux opérations sont essentiellement distinctes.

M. Planiol (t. III, n° 2203) définit le rapport :
« l'acte par lequel un héritier appelé avec d'autres à
« recueillir une succession joint à la masse à parta-
« ger certains biens ou valeurs provenant du défunt
« et dont il est seul détenteur à un autre titre ».

Il s'agit donc, par là, de rétablir entre les copartageants l'égalité que des libéralités inégales ont pu rompre : c'est un rapport *effectif*, dû par le cohéri-

tier à son cohéritier et qui a pour conséquence dans certains cas la remise réelle des choses données jointes à la masse et comprises au partage, et dans d'autres l'imputation sur la part du rapportant de la valeur des biens rapportés.

Pour ce rapport, une distinction est à faire entre les meubles et les immeubles.

A l'égard de ces derniers, la loi exige le rapport en nature ; en conséquence ils seront estimés d'après leur valeur à l'époque du décès du *de cujus* puisqu'ils doivent être compris effectivement dans la masse partageable et que leur plus-value profitera ainsi à tous les cohéritiers du donataire d'immeubles. Il en résulte qu'au point de vue du rapport les risques de l'immeuble donné n'intéresseront nullement l'héritier donataire ; les augmentations de valeur comme les dépréciations ne lui profiteront ni ne lui nuiront ; enfin, en cas de perte, l'obligation même du rapport disparaît (article 855).

Du fait donc que les immeubles doivent être rapportés en nature dérivent deux conséquences :

D'une part, la perte par cas fortuit de l'immeuble donné libère le donataire en avancement d'hoirie du rapport et la perte imputable à la faute ou au fait du donataire oblige au contraire ce dernier à tenir compte des détériorations et des dégradations provenant de son activité ou de son inaction (articles 853, 859).

Et d'autre part l'immeuble donné doit être rapporté dans l'état où il se trouve à l'époque de l'ouverture de la succession, sauf aux héritiers, bénéficiaires du rapport, à tenir compte au donataire des impenses et améliorations qu'il a faites sur le bien rapporté.

Ainsi le rapport, en matière de donation immobilière, vise et affecte *l'objet lui-même* ; par exception, en cas de dispense accordée par le défunt, en cas d'existence, dans la succession, d'autres immeubles « de même nature, valeur et bonté dont on puisse
« former des lots à peu près égaux pour les autres
« cohéritiers » (art. 859), en cas de perte totale de l'immeuble, imputable à faute au donataire, en cas d'aliénation antérieure de l'immeuble, et en cas d'obligation imposée par le défunt, le rapport des immeubles se fera en moins prenant, d'après l'état des immeubles au temps de la donation, mais néanmoins d'après leur valeur au temps du décès.

A l'égard des meubles donnés, au contraire, il n'y a jamais lieu à rapport en nature ; c'est la valeur seule des biens donnés qui est assujettie au rapport, et ce rapport se fait toujours en moins prenant (art. 868) : un cas seul est excepté, celui où le défunt y aurait lui-même expressément astreint le donataire ; autrement les cohéritiers ne peuvent pas plus l'exiger du donataire que le donataire ne peut l'imposer à ses cohéritiers. La justification de cette règle est facile :

le législateur suppose que, dans la succession, doivent figurer d'autres biens mobiliers et comme, en instituant le rapport, il a eu uniquement en vue l'égalité entre les copartageants, il a considéré comme une suffisante application du principe le prélèvement, opéré par les cohéritiers du donataire, d'une part mobilière égale dans la masse successorale; d'ailleurs, les meubles se dépréciant habituellement par l'usage, le rapport en nature des biens donnés ne ferait rentrer dans le patrimoine à partager que des objets de valeur inférieure.

De ce rapport en moins prenant résultent pour les meubles des conséquences tout autres que celles qui découlent pour les immeubles du rapport en nature:

Ainsi, la perte par cas fortuit des biens mobiliers donnés n'exonère pas le donataire de l'obligation du rapport; qu'il s'agisse de meubles corporels ou de meubles incorporels, les risques reposent exclusivement sur le donataire qui doit être considéré comme propriétaire définitif des biens donnés, sans résolution possible de son droit.

Et d'un autre côté, la valeur du prélèvement à effectuer au profit des autres héritiers sera *celle qu'avait l'objet donné au moment de la donation* (art. 868); deux moyens s'offrent pour la déterminer: l'état estimatif, qui doit être annexé à l'acte de donation sous peine de nullité; ou, en cas de perte de cet état ou s'il s'agit d'une donation déguisée ou d'un

don manuel, l'estimation à juste prix et « sans crue », faite par experts.

En ce qui concerne les legs, le rapport des biens légués s'effectue toujours en moins prenant : cette règle résulte de l'article 843, alinéa 2, modifié par la loi du 24 mars 1898 : le légataire a donc droit, en tous cas, à la chose léguée, sauf à en précompter la valeur sur sa part ; l'obliger à un rapport en nature serait « enlever toute utilité à la disposition testamentaire qui le gratifie » (Planiol, t. III, n° 2269).

Une question — intéressante à élucider à cause même du sujet de ce travail — se pose à l'égard des créances, rentes, valeurs mobilières et autres meubles incorporels, ayant fait l'objet de donations rapportables. Cette espèce de « mobilier » est-elle assujettie au mode de rapport prescrit par l'article 868 ?

Suivant un premier système, l'article 868 ne s'appliquerait pas.

Ses partisans invoquent d'abord l'esprit de la loi et objectent que le motif du rapport en moins prenant : détérioration ou dépréciation rapides des meubles, ne concerne exclusivement que les meubles corporels et est étranger aux meubles incorporels. Ceux-ci, en conséquence, doivent être régis par le principe naturel que le donataire doit remettre à la succession l'objet même qu'il a reçu du défunt dans l'état où il se trouve, sans sa faute ou sans son fait, à la mort du *de cujus*.

Cette théorie s'appuie sur un autre argument : le texte de la loi confirme l'interprétation ainsi donnée à son esprit : en effet, l'article 868, dans sa seconde partie, vise uniquement le cas d'une donation de mobilier — au sens restrictif du mot — puisqu'il est question de l'état estimatif annexé à l'acte. Or, pareil état n'est requis par l'article 948 que pour les effets mobiliers, c'est-à-dire pour les meubles corporels. A vrai dire, l'article 868 emploie bien le terme général de mobilier sans autre précision ni distinction, mais la définition légale du mot « mobilier » n'est pas obligatoire en ce sens que le législateur a pu donner à ce mot, ailleurs et en particulier dans l'article 868, une signification plus étroite; ne pourrait-on pas en recueillir une preuve dans un texte voisin, l'article 869 ? A cet endroit, en effet, le législateur a spécialement réglé le rapport du numéraire qui cependant est un meuble.

Enfin, il semble possible de tirer un argument d'analogie de l'article 1567, aux termes duquel, lorsque la dot comprend des obligations ou constitutions de rente, c'est-à-dire des meubles incorporels, qui ont péri ou ont souffert des retranchements, non imputables à la négligence du mari, celui-ci n'en est pas tenu et en est quitte en restituant les contrats.

L'opinion générale ne fait, au contraire, aucune distinction et estime que tous les meubles incorporels sont soumis à la règle du rapport en moins prenant; cette règle, en effet, est posée sans restriction par l'ar-

ticle 868 et l'expression « mobilier » que le texte emploie est celle même de l'article 535 et comprend tout ce qui est censé meuble d'après les articles 527 et suivants, par suite les meubles incorporels comme les meubles corporels. Il est également à remarquer que dans l'article 868 le mot « mobilier » est pris en opposition avec le terme « immeubles » qui se trouve dans les articles 859 à 867 et qu'il reçoit de cette opposition même son caractère d'absolue généralité. D'ailleurs, si l'on se refusait à admettre cette interprétation extensive, il en découlerait une étrange conséquence : le Code ne renfermerait ainsi aucune disposition visant le rapport des créances, rentes et autres meubles incorporels, catégorie de biens cependant fort importante ; pareille théorie est inadmissible. L'objection que l'on tire de l'article 869 ne saurait l'appuyer. En effet, si le législateur a fait une disposition spéciale pour le rapport de l'argent, ce n'est certes pas parce que le numéraire ne rentrait pas dans le « mobilier » régi par l'article 868 ; son but est simple : il a voulu régler spécialement le rapport de l'argent en permettant au donataire de sommes d'argent d'éviter le rapport direct.

On ne peut, à plus juste titre, se prévaloir de la disposition du deuxième alinéa de l'article 868 du Code civil, pour restreindre le sens du mot « mobilier » contenu dans le premier alinéa du même article ; le texte, en sa seconde partie, règle le mode de déter-

mination de la valeur du bien rapporté, et le législateur a très bien pu, selon une méthode qui lui est coutumière, statuer *de eo quod plerumque fit*, en ne se référant qu'aux donations de meubles corporels.

Mais le premier alinéa qui énonce que les donations de biens mobiliers sont sujettes au rapport en moins prenant n'en subsiste pas moins dans toute sa généralité.

Peut-être pourrait-on dire qu'un des principaux motifs de l'article 868, celui qui est tiré de la détérioration du mobilier corporel, est étranger aux meubles incorporels ? Mais, d'abord, ce motif n'est pas le seul qui justifie la règle du rapport en moins prenant et les autres motifs qui servent de base à cette règle, — grande facilité ou utilité de vente des objets donnés, intention présumée du disposant, — demeurent applicables aux meubles incorporels ; il y a lieu, au surplus, de considérer que cette espèce de meubles, si elle ne se déprécie pas, à proprement parler, par l'usage, se détériore toutefois en ce sens que la valeur de ces biens peut changer et diminuer de façon notable entre l'époque de la donation et le jour de l'ouverture de la succession ; on peut citer comme exemples : une créance contre une personne devenue insolvable depuis le jour de la donation ou les actions d'une société qui a périclité.

Quant à l'analogie qu'on prétend établir avec l'article 1567 du Code civil, elle n'apparaît pas comme

très justifiée ; dans cet article, il s'agit d'un mari, — *usufruitier* des biens dotaux de sa femme, — tenu par conséquent à restitution à la fin de son usufruit des choses soumises à son droit, dans l'état où elles sont à ce moment, sans qu'une faute puisse lui être imputée ; tout au contraire, l'héritier donataire est propriétaire incommutable, dès le jour de la donation, des créances et rentes qui en faisaient l'objet. (Nîmes, 24 janvier 1828, D. P. 1830. 2. 174. Cassation, 14 décembre 1830. Aubry et Rau, t. VI, pages 647 et 648, § 634 et note 7.)

En conséquence, l'article 868 est applicable à tous les meubles incorporels, et spécialement aux valeurs de Bourse, comme les actions de la Banque de France, les actions de chemins de fer ou toutes autres actions ou obligations dans les compagnies de finance ou d'industrie, lesquelles, à défaut d'estimation spéciale, doivent être rapportées en moins prenant sur le pied du cours au moment de la donation.

Ainsi, le rapport d'une part ou action d'une société à la succession de la personne qui l'a constituée en dot doit être fait non pas en nature, mais en moins prenant, conformément à l'évaluation du contrat de mariage. (Paris, 8 janvier 1878. D. P. 79. 2. 4-5.)

De même, le prélèvement par un cohéritier auquel le rapport est dû à raison de la donation d'actions industrielles faites à l'un de ses cohéritiers ne peut s'exercer que jusqu'à concurrence d'une valeur égale

à celle des objets donnés au moment de la donation, alors même qu'il s'agit de corps certains, semblables entre eux, dont les uns ont été donnés et dont les autres se trouvent dans la succession (Cass. req. 9 février 1880. D. P. 80. 1. 313) : « Attendu, porte cet
« arrêt, que si, aux termes de l'article 868 du Code
« civil, le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins
« prenant, le même article ajoute que le rapport se
« fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la
« donation et qu'aux termes de l'article 839 les cohé-
« ritiers auxquels le rapport est dû prélèvent une
« portion égale sur la masse de la succession ; qu'il
« suit de là que le prélèvement exercé par le cohéri-
« tier auquel le rapport est dû ne peut s'exercer que
« jusqu'à concurrence d'une valeur égale à celle des
« objets donnés au moment de la donation, alors
« même qu'il s'agit de corps certains semblables entre
« eux, dont les uns ont été donnés et les autres se
« trouvent dans la succession, attendu, en fait, que
« Casimir Périer, en dotant ses deux premiers enfants
« a donné à chacun d'eux par contrat de mariage un
« denier d'Anzin estimé 180.000 francs, qu'après son
« décès son troisième enfant, aujourd'hui demandeur
« en cassation, a prélevé sur la masse de la succes-
« sion paternelle un troisième denier d'Anzin dont
« la valeur, à cette époque, a été reconnue être de
« 760.000 francs ; que, cependant, d'après les prin-
« pes qui viennent d'être posés, le rapport ne pou-

« vait s'opérer que pour 180.000 francs ; que, dès lors
« en abandonnant au demandeur en cassation la dif-
« férence entre ces deux sommes la dame veuve
« Casimir Périer et les deux premiers enfants
« Périer ont renoncé en sa faveur à un droit qui
« leur appartenait et qui était même assuré à chacun
« des deux premiers enfants Périer par son contrat
« de mariage, portant que la plus-value éventuelle
« du denier d'Anzin, constitué en dot, lui apparten-
« drait par préciput et hors part : qu'ainsi la dame
« Casimir Périer, en consentant à ce que ladite
« moitié de la différence fût prélevée sur sa part
« de communauté et diminuât d'autant ladite part,
« a fait, en réalité, une *donation*, sur laquelle il
« était dû un droit de deux et demi pour cent, et
« qu'en décidant ainsi, le jugement attaqué, loin de
« violer les dispositions invoquées par le pourvoi, en
« a fait, au contraire, une juste application. »

On peut citer dans le même sens divers autres arrêts (Cass. 23 juin 1851. D. 51.1.161 ; Bruxelles, 26 mai 1841 ; Bordeaux, 8 décembre 1869. S. 1871.1.21).

On se rend, maintenant, compte exactement de la portée du rapport réel, obligation imposée formellement à l'héritier en vue de la formation de la masse du partage et du partage lui-même.

Nous nous sommes longuement étendu sur ce point justement à raison de ce que, dans les cas de plus-value qui nous intéressent — comme d'ailleurs dans

les successions ordinaires, — le cohéritier donataire ne doit jamais être astreint envers ses cohéritiers à un rapport effectif autre que celui prescrit par l'article 868. L'arrêt de Nîmes du 24 janvier 1828, déjà cité, est singulièrement significatif à cet égard, quand il décide qu'*au cas de réduction* ou rapport fictif prévu par l'article 922, comme *en cas de rapport réel*, prescrit par l'article 868, lorsque les objets donnés dont le rapport doit avoir lieu sont des meubles et non des immeubles c'est la règle de l'article 868 qui est applicable *pour le partage* — nous ne disons pas pour la détermination des droits que régit seul l'article 922, — et qu'en conséquence le rapport des objets doit être fait d'après leur valeur au moment de la donation et non d'après celle qu'ils ont lors du décès du donateur.

Tout au contraire, quand il s'agit de la détermination des droits, ou, plus précisément, de la fixation de la réserve et de la quotité disponible, — opération essentiellement différente, on le conçoit, — c'est un autre principe qui régit la matière, et les règles posées par le législateur sont profondément distinctes de celles du rapport réellement effectué à la masse du partage.

D'abord, que l'on observe bien les termes mêmes de la loi : « on y réunit fictivement... »

L'expression de *réunion fictive* ne saurait prêter à équivoque, et à elle seule elle est une indication. En

effet, le législateur eût, sans aucun doute, conservé le terme « rapport » — dont il venait d'user, à quelques articles d'intervalle, — s'il avait entendu que les biens donnés dussent être *réellement* et *effectivement* compris en nature dans la masse héréditaire pour le partage et la réduction. Il envisageait donc toute autre chose quand il a employé le mot « réunion » qui n'implique ni l'idée de permanence, ni celle de cohésion, mais qui traduit un lien plus lâche et évoque tout au plus l'idée de rencontre passagère, de juxtaposition temporaire.

Et cette réunion, il l'a qualifiée « fictive » pour mieux en dénoncer le caractère provisoire ; en effet la réunion fictive n'a lieu que *sur le papier*, dans un but strictement limité ; il s'agit tout simplement d'une *opération de calcul*, nécessitée pour la *fixation d'un chiffre*. N'étant que fictive, cette réunion n'attribue aucune part, ne règle, ne préjuge même le sort d'aucune libéralité, hormis le cas où les biens donnés excèdent déjà à eux seuls la quotité disponible et où la portion excessive, mais elle seule, est atteinte par la réduction ; en somme, elle ne fait que comprendre un *élément* dans la formation de la *masse spéciale* sur laquelle se calculent la portion disponible et la réserve.

Une autre remarque est à faire qui éclaire mieux encore la portée de l'article 922 et la limite à son objet très particulier. Que dit le législateur ? « On

y réunit... » Il ne dit pas : « Le donataire ou l'héritier donataire y réunit... » ; il n'impose pas au bénéficiaire de la donation une charge, une obligation de rapport ; et c'est bien à dessein qu'il emploie l'expression vague et impersonnelle : « on », « on » c'est-à-dire le liquidateur, l'être indéterminé qui calculera les chiffres de la réserve et de la quotité disponible.

Cette analyse permettra de bien saisir la différence intrinsèque qui sépare le rapport réel de la réunion fictive :

L'opération de l'article 843 tend à maintenir l'égalité entre des successibles appelés d'un titre égal à une même succession. Par elle, les droits des donataires se trouvent résolus et les biens qu'elle atteint figurent dans la masse héréditaire et sont partagés avec elle.

L'article 922, au contraire, n'implique rien de semblable et n'a pour objet que la fixation de la réserve et de la portion disponible ; les chiffres une fois déterminés, rien autre ne subsiste de l'opération : l'imputation de la réserve et la réduction des dons nécessaire pour la compléter s'exerceront d'après la masse réelle du partage, formée selon les règles des articles 843 et suivants, et non d'après la masse fictive, instituée pour un autre rôle. Quant à la quotité disponible elle se prendra également sur les biens *existant* dans la succession ; dans le cas où ces biens suffisent

pour former à la fois la réserve et cette quotité le légataire ou le donataire sera intégralement rempli de ses droits; s'ils ne suffisent pas, il n'aura droit qu'à ce qui existe dans la succession, une fois la réserve prélevée. Il n'a pas le droit de prélever son don ou son legs en entier et de faire réduire les donations faites aux réservataires, si la part de ceux-ci est entamée, car la réunion fictive équivaldrait ainsi à un rapport réel qui ne peut être dû que par un cohéritier (Cass., 8 juillet 1826; Pau, 17 janvier 1825, Civ. c., 19 août 1829, Civ. c., 2 mai 1838), et qui d'ailleurs s'effectue sur une base différente.

CHAPITRE II

De l'évaluation des biens soumis à la réunion fictive à la masse ; — le « fait du donataire » et la plus-value des biens donnés.

D'après quelle base faut-il estimer les biens réunis fictivement à la masse ? L'article 922 stipule que ces biens doivent être estimés « d'après leur état à l'époque « des donations et leur valeur au temps du décès du « donateur ».

Dans l'interprétation de cette formule, nous devons nous guider sur un principe, déjà entrevu d'ailleurs, qui nous aidera à résoudre bien des questions controversées.

La réunion fictive des biens donnés ayant pour objet de reconstituer le patrimoine du *de cujus* tel qu'il se serait composé si ce dernier n'avait fait aucune disposition à titre gratuit, les biens donnés doivent donc être compris dans la masse pour la valeur qu'ils représenteraient dans le patrimoine du disposant s'ils n'en étaient jamais sortis.

Telle est certainement la pensée du législateur et

aucune contestation ne peut s'élever sur le sens de l'article 922.

La règle ainsi posée est une règle d'ordre public : le donateur ne pourrait donc, dans l'acte de donation, éluder la prescription légale et stipuler que le donataire n'aurait à tenir compte à la succession que du montant de l'estimation fixée par lui au bien donné (Cass. civ., 14 janvier 1836. D. P. 56. 1.67). Il en est tout autrement en matière de rapport réel.

Du principe que nous venons de formuler découle cette conséquence : dans l'estimation d'un bien donné, on ne devra, en aucun cas, tenir compte des changements de valeur qui, depuis l'époque de la donation, ont pu se produire soit par le fait, soit par la faute du bénéficiaire ou de ses ayants cause ; et la raison en est simple et concorde avec le principe que nous venons d'énoncer : ces modifications n'auraient pas eu lieu si les biens étaient demeurés en la possession du défunt.

Et c'est ainsi que doit être interprété l'article 922 quand il prescrit que les biens doivent être estimés d'après leur *état* au jour de la donation.

Pour en revenir à notre cas particulier, en ce qui concerne la plus-value des biens donnés, il n'y a donc pas à tenir compte des améliorations provenant du « fait du donataire » ; il est, en effet, impossible, même par le raisonnement le plus subtil, de considérer de semblables améliorations comme faisant partie du patri-

moine du *de cuius* puisque, d'après l'esprit même de l'opération de reconstitution, les biens ou valeurs ayant bénéficié d'augmentations de cette nature, uniquement grâce aux soins et à l'industrie du donataire, ne sauraient rentrer dans la masse que dans la mesure seulement et l'état qu'ils auraient conservés si le donateur ne s'en était pas dessaisi.

Supposons, par exemple, un immeuble représentant, au jour de la donation, une valeur de 50.000 francs; depuis cette époque, le donataire a effectué divers travaux, embellissements, restaurations, réédifications, etc..., qui ont augmenté la valeur de l'immeuble et l'ont portée à 100.000 francs. Lors de l'ouverture de la succession, on ne comprendra dans la masse l'immeuble objet de la donation que pour son estimation initiale de 50.000 francs, valeur qu'il eût évidemment conservée s'il était demeuré la propriété du donateur.

Peut-on cependant, en s'appuyant sur le même principe, et en étendant l'application à un cas parallèle, considérer comme étant le fait des donataires d'actions d'une société, la hausse du cours de la valeur de Bourse et conséquemment la plus-value acquise par le bien donné ?

Dans l'espèce qui servira de base à la discussion dans la troisième partie de ce travail, on rencontre un arrêt qui contient en substance dans son dispositif l'argumentation suivante : les donataires d'actions

qui, en qualité d'actionnaires prélèvent, chaque année, sur leurs bénéfices, les sommes destinées à amortir les valeurs sociales n'ayant pas de contre-partie dans la caisse, qui constituent des réserves permettant d'acquérir le matériel et de fonder les nouveaux établissements nécessaires pour agrandir le cercle des affaires, contribuant ainsi à augmenter la valeur de leurs titres, qui administrent intelligemment la société par l'intermédiaire des directeurs et des membres du conseil d'administration, leurs mandataires légaux, doivent être réputés comme ayant seuls procuré à la société la prospérité dont elle jouit.

Nous n'envisageons actuellement la question que d'une façon générale ; mais il n'est pas indifférent, dès maintenant, de faire observer que dans l'espèce où l'arrêt cité est intervenu, la solution qu'il apporte ne peut être considérée autrement que comme un expédient, un subterfuge permettant d'esquiver les difficultés concernant la réduction des dons et legs. Le donateur, en effet, fondateur et directeur de la société dont il avait constitué en dot un certain nombre d'actions à ses enfants était à lui seul l'âme de l'établissement industriel qu'il dirigeait et tout le « fait » des donataires avait consisté à « laisser faire » passivement. Si la plus-value des actions données qui, d'ailleurs, s'est considérablement accrue depuis, fut due et est encore due, à l'heure présente, en grande partie à des circonstances heureuses, il ne faut pas

méconnaître qu'elle est due aussi au « fait » du donateur, artisan hardi et organisateur puissant qui sut imprimer un élan merveilleux à son industrie. A vrai dire, et pour conclure sur ce point particulier, on ne trouverait pas, à notre sens, d'exemple qui concrétise et justifie mieux tout à la fois la fiction légale en vertu de laquelle les biens donnés sont censés n'être jamais sortis du patrimoine du disposant.

Le départ entre ce qui est une augmentation naturelle de la chose donnée et ce qui est une amélioration artificielle due au fait et aux impenses du donataire présente la plus grave importance, puisque, dans le premier cas, la réunion à la masse s'imposera et que, dans le second, elle sera nettement écartée.

M. Joseph Hémard, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Dijon dans les notes de jurisprudence de la *Revue trimestrielle de Droit civil* (1910, pages 645 et suivantes) pose la question très clairement :

« La chose donnée consistant en une part ou des actions dans une société, suffit-il, par exemple, que le donataire ait participé dans une mesure quelconque aux actes qui ont amené le développement de la société et la plus-value sur ses titres pour ne pas tenir compte de cette plus-value, ou faut-il exiger plus ? »

Dans un arrêt du 20 juillet 1870 (S. 70.1.21), la chambre des Requêtes estime comme une améliora-

tion provenant du fait du donataire de part dans une société, celle due à l'acceptation par ce dernier d'un emploi de fonds exceptionnel que le gérant de la société avait effectué, dans une circonstance spéciale en vue de mettre fin à une concurrence préjudiciable.

Cette solution semble contestable à M. Hémard pour deux raisons : d'abord parce qu'il y avait en l'espèce un développement de la chose donnée, n'émanant pas du donataire, et, en second lieu, parce que le donataire, n'étant que commanditaire, non seulement ne participait pas directement à l'administration de la société, mais encore n'avait pas même eu à faire face à de nouveaux appels de fonds pour l'emploi exceptionnel des valeurs sociales.

Dans l'espèce même, qui a inspiré ce travail (voir troisième partie) et sur laquelle porte l'article que nous analysons, il s'agit d'une société anonyme : Distillerie de la Liqueur Bénédictine de l'Abbaye de Fécamp. Et à ce propos, M. Hémard se demande dans quels cas l'augmentation de valeur des actions, en matière de société anonyme, peut être envisagée comme l'œuvre de l'actionnaire donataire. A son avis, la cour de Rouen, dont nous venons de relater l'arrêt, est allée trop loin, en mettant sur le compte des donataires actionnaires, l'essor et la prospérité de la société. En effet, à moins que le donataire ait participé directement et effectivement à la gestion et à la mar-

che des affaires de la société, — ce pour quoi il faudrait qu'il en eût le pouvoir, en qualité d'administrateur, par exemple, — il est réellement hors de sens de réputer son « fait » la plus-value des actions. D'autant mieux, en généralisant, que si l'on étudie le rôle d'un actionnaire, pris en particulier, dans la direction d'une société anonyme on est bien contraint d'admettre que le plus souvent, il est réduit à rien ; sa coopération est tout illusoire. Les décisions des assemblées générales, — auxquelles seules il a voix délibérative, — sont prises à la majorité d'après les règles légales ou statutaires ; mais ces décisions peuvent avoir été prises contre lui, — s'il a voté avec la minorité — malgré son opposition personnelle même ; et alors si le projet adopté, en dépit de ses protestations et de son vote, est l'occasion d'un développement de la société, on ne pourra pas dire qu'une telle extension est le « fait » de l'actionnaire ; et, dans la plupart des cas, surtout dans les sociétés très prospères et dans les grosses affaires industrielles, dont les porteurs d'actions ignorent souvent tout hormis le dividende, est-ce que les actionnaires quand ils ont connaissance, par hasard, des convocations perdues dans les annonces d'un journal, et se donnent la peine de se rendre aux assemblées générales, ne sont pas ordinairement mis en présence du fait accompli ? Tout le rôle de l'actionnaire se réduit donc à un contrôle nul, ou, s'il est exercé, lointain et sans influence. En fait, sauf de très

rare exceptions, les progrès d'une société anonyme sont dus à toutes espèces de causes, si ce n'est justement à l'œuvre des porteurs d'actions.

D'ailleurs une réponse directe a été faite à l'argumentation de l'arrêt de Rouen par un arrêt de cassation de la Chambre civile du 30 juin 1910 (*Gazette des Tribunaux* du 23 juillet 1910). La Cour suprême a mis en relief le principe de la *personnalité des sociétés* et elle a décidé que « dans les sociétés anonymes, la personnalité des actionnaires s'efface
« devant celle de la société; en prenant part aux
« délibérations des assemblées générales, les associés
« agissent pour le compte et dans l'intérêt de la collectivité sociale, et les administrateurs d'autre part,
« sont, ainsi que le directeur, les mandataires, non
« des actionnaires pris individuellement, mais de la
« société; à la même époque, toutes les actions ont
« donc, en principe, la même valeur et ainsi, en dehors de tout fait particulier qui serait relevé, les
« actions auraient, si le donateur les avait conservées, valu entre ses mains, au jour de son décès,
« exactement ce qu'elles valaient alors entre les mains
« des donataires. » Cet arrêt fournit la réponse à la question que posait M. Hémar; « Pour la Cour de
« cassation, *l'augmentation de valeur des actions*,
« qu'elle provienne de la constitution des réserves
« ou de l'importance des amortissements ou de toute
« autre cause, lorsque l'actionnaire n'a fait que rem-

« plir ses devoirs et exercer ses droits, doit entrer
« en ligne de compte pour le calcul de la quotité dis-
« ponible et de la réserve. »

Cet arrêt était appelé à être critiqué; il l'a fortement été. M. Georges Ripert, professeur de droit civil à la Faculté de Droit de l'université d'Aix-Marseille, dans un article très intéressant de la *Revue trimestrielle de droit civil* (1914, page 5), intitulé : « Les « donations de valeurs mobilières et le calcul de la « quotité disponible », article sur lequel nous aurons maintes fois à revenir, a notamment tenté de battre en brèche le système juridique de la Cour de cassation.

L'auteur se rallie tout d'abord à l'interprétation, unanimement adoptée, — que nous avons rappelée au début de ce travail —, de l'article 922 du Code civil, exigeant que l'on tienne compte de l'état des choses données au temps de la donation: ainsi il faut exclure, pour le calcul de la quotité disponible, les améliorations au même titre que les détériorations se trouvant être le « fait » du donataire; on recherchera donc si « l'activité personnelle » du donataire a été ou non la cause de l'accroissement de valeur, constaté entre le jour de la donation et l'époque du décès. L'exemple le plus clair d'activité personnelle du donataire est celui-ci : une pièce de terre de rendement médiocre fait l'objet d'une donation; grâce à des changements de culture, à des transfor-

mations d'exploitation, l'immeuble amélioré présente au décès du donateur une plus-value notable ; il est bien évident que la réunion à la masse se fera sur l'estimation du temps de la donation ; la plus-value qui est essentiellement et exclusivement l'œuvre du donataire ne se serait pas produite si le bien qu'elle a atteint était resté en la possession du défunt.

M. Ripert s'attache ensuite à examiner les libéralités de valeurs mobilières et estime *a priori* que, d'une façon générale, les variations de valeur entre le jour de la libéralité et l'époque du décès doivent être considérées comme dérivant du fait personnel du donataire. Il cite en exemple : les offices ministériels dont le produit a été doublé grâce à l'activité, aux aptitudes professionnelles et aux relations du titulaire ; les fonds de commerce et les industries dont la vitalité et la prospérité sont dues aux riches ressources, aux sages déterminations, aux heureuses prévisions, à l'habileté technique ou commerciale du propriétaire. Et il met en quelque sorte en parallèle, en les confrontant, l'arrêt du 20 juillet 1870, antérieurement cité et celui du 30 juin 1910, sur ce point, une fois de plus déterminé et mis en lumière, savoir : seules, les augmentations naturelles doivent entrer en ligne de compte, et il sera fait abstraction de l'augmentation de valeur provenant du fait du donataire ou des tiers possesseurs.

Passant ensuite à l'examen des libéralités portant

sur les titres de Bourse et les actions de sociétés anonymes, pour leur faire l'application de cette règle, il pose cette question :

Quelles sont les causes de nature à influencer sur la valeur des biens donnés, et, dans l'espèce particulière, des actions « Bénédicte » ? Quelles sont les raisons déterminantes qui ont provoqué leur plus-value ?

Et voici sa réponse :

I. — « La valeur de l'action dépend de la marche
« de l'affaire, c'est-à-dire des bénéfices distribués,
« des réserves accumulées, de l'espoir d'une prospé-
« rité future plus grande. » Et c'est l'actionnaire que
la loi institue juge de prendre à cet égard, en assem-
blée générale, telles décisions qu'il reconnaît utiles :
importance du dividende à distribuer, prélèvements
à opérer pour la constitution de la réserve légale ou
statutaire. Tout dépend de l'actionnaire : si, au lieu
d'encaisser la totalité des bénéfices, il se montre assez
prudent et avisé pour en distraire les sommes néces-
saires dans le but de former des réserves extraordi-
naires qui permettront de subir sans aléa les risques
d'une crise financière ou industrielle, d'étendre l'en-
treprise, de faire des acquisitions de matériel ou d'im-
meubles, de créer des succursales, de remédier aux
défauts d'une organisation hâtive, de réaliser
des améliorations, de constituer des stocks impor-

ants de marchandises, n'est-ce pas à lui, actionnaire, qu'il faut faire remonter les causes d'accroissement de la société ? Et M. Ripert compare le geste de l'actionnaire laissant ainsi dans le fonds social des sommes qu'il était en droit de s'attribuer à un apport en société de nouveaux capitaux.

A ce premier argument nous nous sommes déjà fortement opposé quand nous avons montré combien, dans la pratique courante des affaires, le rôle de l'actionnaire était loin de posséder cette puissance de direction, cette royauté omnipotente et absolue que l'abstraction lui confère bénévolement. Or, en cette matière, c'est une question *de fait* qui se pose et qu'il faut résoudre par des considérations *de fait* : quelle est la cause *réelle* de plus-value du bien donné, des valeurs mobilières données ? Y a-t-il *fait* du donataire ?

N'est-ce point aussi simplifier outre mesure que d'établir un lien absolu de dépendance et de corrélation, une relation mathématique de cause à effet entre la marche de l'affaire d'une part et la valeur de l'action d'autre part ? Il y a interdépendance, on ne le saurait nier, mais en partie seulement. Il est bien évident, surtout dans les premières années qui suivent la fondation d'une société que la fortune ne s'attache au sort des actions que dans la proportion même des chances de succès de l'entreprise basées sur son rendement effectif, ses bénéfices nets, ses

commandes, sa clientèle. Mais combien vite d'autres causes, et très agissantes et très influentes, d'autant plus agissantes souvent et influentes qu'elles sont cachées, (bruits de crises politiques, complications internationales, coalitions financières, publicité, etc...) viennent peser dans la balance et lui imprimer une occulte poussée ! Une fois jetées sur le marché financier, les actions sont la proie des spéculateurs et qui peut soutenir que les actions d'une société, cotées à la Bourse ou ayant marché en banque, ne suivent d'autres variations que celles dues à la prospérité industrielle et commerciale de la société ? Les affaires de mines de cuivre, d'or, de diamant, etc..., offrent des exemples illimités de l'influence prédominante, au point d'être unique, de la spéculation. Pour en revenir aux actions « Bénédictine » n'a-t-on point vu, ces temps derniers, leur cours monter par bonds successifs, en l'espace d'un mois, de 11.000 fr. à 14.000 francs, sans qu'on ait pu saisir et raisonner la cause normale d'une si rapide ascension ? Et maintenant si l'on considère les valeurs d'État, les obligations des Villes et des Départements, se peut-il que l'on attribue leur hausse au « fait » des porteurs de titres ?

II. — « Ce qui donne aussi sa valeur à l'action, « c'est l'activité et la compétence des directeurs de « la société, la confiance qu'ils inspirent, les espé-

« rances que l'on place en eux ; ces administrateurs,
« directeurs, commissaires, employés, ce sont les
« actionnaires qui les choisissent, les maintiennent
« en fonctions, les rétribuent, les dirigent par-
« fois. »

Nous ne songeons nullement à nier l'action énorme, décisive des administrateurs et directeurs sur la marche d'une société : l'avenir de l'entreprise, autant qu'il peut résider dans des efforts humains, dépend d'eux évidemment. Mais ces administrateurs, ces directeurs, s'ils sont choisis par les actionnaires réunis en assemblée générale, ne sont élus que par une majorité, le plus souvent. Un actionnaire faisant partie de la minorité ne pourra, en ce cas, revendiquer comme son « fait » le choix de l' élu, ce nous semble ; et de plus, le vote étant secret, de quel instinct de divination ne faudrait-il pas être doué pour décider que tel actionnaire, tenant ses actions d'une donation, ne les réunira à la masse que pour leur valeur au jour de la donation, sous prétexte que leur plus-value est due à son « fait », puisque de bons administrateurs ont été choisis qui ont mené à bien les affaires sociales : qui dira, en effet, s'ils l'ont été par lui ? Où sera la preuve ?

D'autre part, on peut être porteur d'actions sans toutefois en posséder un nombre suffisant pour figurer avec de droit de vote dans les assemblées délibérantes. Avancera-t-on, en ce cas, encore, que la

plus-value a été causée par le « fait » de l'actionnaire donataire ?

Enfin un donataire d'actions les reçoit au lendemain de l'assemblée générale : le donateur décède avant l'ouverture de l'assemblée générale suivante : le donataire a donc été complètement dépourvu de moyens d'action sur les destinées de la société ; la plus-value qui a pu être acquise par les actions pendant l'intervalle des deux assemblées pourra-t-elle être réputée l'œuvre de l'actionnaire donataire ?

Ce simple exposé d'incertitudes et d'imprécisions sur la détermination du « fait » du donataire d'actions semble suffire. Et il nous paraît maintenant difficile de nier que c'est à juste titre que la Cour Suprême a refusé de reconnaître la participation effective des actionnaires à la prospérité de la société. Et quand elle place au-dessus des individualités, changeantes, passagères et contradictoires des actionnaires, la collectivité sociale, la personnalité de la société, elle n'abuse pas des « constructions dogmatiques » à façade juridique, elle ne fait dévier par une « rigidité de raisonnement incoercible » la conception de la personnalité morale, elle n'en fait pas une idole monstrueuse, mais elle utilise le concept dans le but pour lequel il a été justement créé, c'est-à-dire pour expliquer certains rapports juridiques.

III. — Le « fait » de l'actionnaire doit-il être volon-

taire ? doit-il consister en une œuvre positive, exigeant réflexion, décision, exécution ?

M. Ripert concède très volontiers que l'acte du donataire ne revêtira pas toujours ce caractère, et il cite en exemples : l'exclusion des petits actionnaires des assemblées générales, ou, s'ils sont admis à délibérer, leur écrasement par les gros porteurs de titres, le fait de figurer dans la minorité sur un vote emportant des résolutions graves pour l'avenir de la société ; enfin il admet qu'on ne pourrait, sans tomber dans l'arbitraire, distinguer la part qui revient à chaque associé dans la prospérité de l'entreprise et il ne fait aucune difficulté pour se rallier à l'arrêt de la Cour de Cassation, quand il décide que toutes les actions ont la même valeur et que si le disposant les avait conservées « elles auraient valu entre ses mains au « jour de son décès exactement ce qu'elles valaient « alors entre les mains des donataires ».

Cependant, M. Ripert n'est si libéral et ne semble faire tant de concessions que pour mieux mettre en relief la critique qu'il porte sur la base d'un raisonnement, logique en lui-même, mais dont le point de départ lui paraît erroné.

Jusqu'à présent, en effet, nous avons circonscrit toute la discussion uniquement sur la façon de discerner en quoi pouvait consister le « fait » du donataire. M. Ripert va plus loin. « On exige, écrit-il, pour « ne tenir aucun compte de la plus-value, qu'elle pro-

« vienne du *fait volontaire* du gratifié ; il devrait avoir,
« par ses décisions personnelles, influé sur la marche des affaires sociales. *Le Code civil ne dit rien*
« *de semblable* ; il demande simplement que l'on
« recherche quel était l'*état* des objets donnés au jour
« de la donation. Il faut donc déduire toutes les
« plus-values provenant de l'activité du donataire,
« qu'elles soient ou non acquises volontairement. »
Et comme démonstration de cette interprétation, il raisonne sur l'hypothèse suivante : « Si la majorité
« des associés impose aux actionnaires de toucher
« un bénéfice réduit et de reporter à nouveau des
« sommes importantes, si la majorité toujours contre
« le gré de certaines consacre ces sommes à l'amélioration de l'industrie, si la majorité choisit, malgré
« certaines oppositions, des directeurs et des administrateurs éclairés, il est certain que les actionnaires dissidents n'ont pas *volontairement* contribué
« au développement des affaires sociales ; *mais ils*
« *n'y ont pas moins contribué* — conclut-il — ; leur
« opposition n'empêche pas leur action. Elle devient
« involontaire, elle n'en existe pas moins. Ce sont
« leurs bénéfices qui ont été mis de côté ; c'est leur
« part dans les réserves extraordinaires qui a été
« employée, ce sont les directeurs et administrateurs
« qu'ils n'ont pas choisis qui vont représenter, malgré eux, leurs intérêts et contribuer, malgré eux,
« mais parce qu'ils agissent en leur nom, à leur pros-

« périté. Si le donateur avait conservé les titres don-
« nés, ils auraient eu peut-être en ses mains la même
« valeur, mais cela prouve tout simplement que jus-
« qu'au décès du disposant son action personnelle
« aurait augmenté la valeur des titres, exactement
« dans les mêmes conditions où l'action personnelle
« du donataire l'a augmentée ; cela ne prouve nul-
« lement qu'il n'y a pas eu plus-value, due à l'action
« du gratifié. »

Fort bien ; mais un tel raisonnement n'aboutirait-il pas à des conclusions un peu forcées et surtout imprévues ?

En effet, de ce que la plus-value des actions devrait, d'après M. Ripert, être considérée comme pouvant découler d'un fait involontaire, contraire même, du donataire, et, comme telle, être déduite du calcul pour la réunion fictive, nous sommes autorisé à en inférer qu'en tout état de cause ce n'est plus le « fait du donataire », — de quelque façon qu'on l'envisage, — mais *le fait seul de la possession* qui doit servir de critérium. Il suffirait donc d'être resté possesseur des choses données pour se voir attribuer la plus-value qu'elles ont pu acquérir, grâce à soi ou malgré soi, et se trouver dispensé de tenir compte de cette plus-value pour la réunir à la masse.

En appliquant cette théorie aux libéralités portant sur des immeubles, — il n'y aurait aucune raison de distinguer, — on serait, en vertu de ce nouveau

principe, contraint d'admettre, par exemple, que la plus-value acquise par une maison à la suite du percement d'une rue ou de la construction proche d'un édifice public ou d'une gare, devrait être réputée le « fait involontaire » mais le fait néanmoins du donataire, — *qui a su rester propriétaire*, — et conséquemment ne pas figurer à la masse.

Ce n'est certes pas là le sens qui doit être donné à l'article 922, stipulant que les biens soumis à la réunion fictive à la masse doivent être estimés d'après leur état au jour de la donation et d'après leur valeur au temps du décès. Admettre l'interprétation extensive que M. Ripert donne du « fait du donataire », c'est tout simplement et très spécieusement aussi supprimer en toute occasion l'article 922.

A vrai dire, n'est-ce point à la suppression pure et simple du texte juridique que tend M. Ripert? Dans la conclusion de son article, après avoir dénoncé « les « illogiques conséquences » déduites de la « singulière doctrine affirmée par la Cour Suprême », il admet n'avoir point tenté autre chose que chercher un « *moyen juridique* d'échapper à l'application de « l'article 922 du Code civil, qui n'est point fait, « ajoute-t-il, pour les donations de valeurs mobilières ».

Nous venons de voir que le résultat de son argumentation dépasse singulièrement le but étroit qu'il s'était assigné d'éluder l'article 922 en tant que pou-

vant régir les donations de valeurs mobilières et aboutit à l'écartier en toute matière.

Ce sera l'objet du chapitre suivant d'étudier la question de savoir si l'article 922 est applicable ou non aux donations de valeurs mobilières.

D'après une autre opinion, il n'y aurait jamais lieu à déduction de la plus-value au profit du donataire. Ce dernier, en effet, qui aurait amélioré par son fait ou ses impenses le bien dont il a été gratifié, ne pourrait être réputé possesseur de bonne foi, mais uniquement comme un tiers ayant fait subir des modifications à la propriété d'autrui; en conséquence, il serait passible des sanctions de l'article 555 du Code civil, et les héritiers à réserve seraient en droit de faire supprimer les améliorations aux frais du donataire, sans indemnité, ou à son choix de les conserver en remboursant la valeur des matériaux sans égard à la plus-value du fonds. Le donataire devait savoir que son droit était résoluble jusqu'au décès du donateur et dès lors, comme il était soumis à une réduction éventuelle, il ne pouvait posséder de bonne foi.

La fausseté de ce système est évidente. L'éventualité d'une réduction ne peut passer pour un vice connu du donataire parce que celui-ci peut envisager comme contrepartie équivalente, la chance également probable de conserver sa donation intégralement, soit que les biens existants au décès suffisent pour

faire face à l'imputation des réserves, soit que le nombre des légitimaires se soit trouvé diminué. D'ailleurs, pendant la vie du donateur, le donataire est considéré comme un possesseur de bonne foi, l'article 928 l'autorisant à garder les fruits; ce n'est donc qu'à l'instant du décès, au moment où se fixe la réserve et où l'on peut se rendre compte si le défunt a outrepassé ses droits de disposition et excédé les limites de la quotité disponible, que le vice de mauvaise foi pourrait exister.

Un point est donc désormais acquis : en matière de calcul de la réserve et de la quotité disponible, il faut tenir compte de la plus-value des biens donnés et la porter à la masse fictive, le cas excepté cependant où l'accroissement de valeur sera dû à l'œuvre effective, — et déterminable, — du donataire. On aura, ainsi, égard à tous les changements qui, depuis le temps de la donation, se sont produits en plus ou en moins dans le bien donné par cas fortuit, force majeure ou toute autre circonstance indépendante du fait ou de la faute du donataire ou de ses ayants cause et qui auraient augmenté ou diminué la valeur du bien donné, s'il était resté dans le patrimoine du *de cujus*.

CHAPITRE III

De la généralité d'application de l'article 922.

L'article 922 s'applique-t-il indistinctement à toutes sorte, de biens ? Y a-t-il lieu de faire une différence entre les meubles et les immeubles ? En d'autres termes, les meubles doivent-ils, comme les immeubles et conformément à l'article 922, être estimés d'après leur état au jour de la donation et leur valeur au temps du décès du donateur ?

Certains auteurs soutiennent que la règle tracée par l'article 922 pour l'estimation des biens donnés n'avait été instaurée que pour les immeubles ; quant aux meubles, ils ne seraient à comprendre à la masse que pour la valeur qu'ils représentaient au jour de la donation, sans qu'on doive tenir compte des modifications qui seraient survenues par la suite dans leur état ou dans leur valeur.

A l'appui de leur opinion, ces auteurs invoquent l'autorité de Pothier et la pratique de l'ancien droit. Nos coutumes exigeaient, en effet, que l'évaluation des biens mobiliers se fit eu égard à ce qu'ils valaient au

temps de la donation, aussi bien pour le calcul de la légitime qu'en ce qui concerne le rapport. (Pothier. *Donations entre vifs*, section III, article 5, § 3.) Et l'article 868 de notre Code civil, ayant reproduit expressément en ce qui touche le rapport réel du mobilier les prescriptions coutumières, a dû décider implicitement que la méthode d'estimation du mobilier donné se ferait également sur le pied de sa valeur au jour de la donation pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible.

Et l'on ajoute que, si l'on admettait le système contraire et appliquait uniformément l'article 922, il y aurait deux manières différentes d'estimer les biens mobiliers donnés sans dispense de rapport à un successeur, selon que celui-ci appréhenderait la succession ou y renoncerait. Et, chose singulière, si une donation mobilière, faite par préciput et hors part, se trouvait dépasser la portion disponible, il faudrait lui appliquer deux évaluations distinctes : la première, arrêtée au jour du décès du donateur pour déterminer si la quotité disponible a été excédée ; et la seconde, fixée au jour de la donation, pour le rapport réel à la masse partageable de la fraction entamant la quotité disponible.

De plus, l'application aux meubles du mode d'évaluation prescrit par l'article 922 entraînerait fréquemment des conséquences injustes. En effet, suivant que la valeur du bien donné aurait augmenté ou diminué

entre le jour de la donation et l'époque du décès, si les donations se trouvent sujettes par ailleurs à révocation ou à réduction, une estimation conforme à l'article 922 aurait pour résultat d'enrichir les réservataires au détriment des donataires ou les donataires au préjudice des réservataires.

Ce système n'a point prévalu en doctrine. On peut, semble-t-il, lui opposer les textes et aussi l'intention du législateur, telle qu'elle nous est révélée par les travaux préparatoires ; il est également contraire au principe même qui est à la base de l'article 922. (Cassation, 14 décembre 1830. D. P., 31.1.33. — Aix, 30 avril 1833. D. P., 39.2.228. — Bordeaux, 12 mars 1834. D. P. 34.2.185.)

I. — Que nous disent les textes, d'abord ?

L'article 922 nous semble très décisif ; et ce texte spécial, visant une opération essentiellement distincte de celle de l'article 868 ne fait aucune différence entre les « biens donnés », qu'ils soient meubles ou immeubles. Pour tous, il ordonne la réunion fictive à la masse « d'après leur état au jour de la donation et « et leur valeur au temps du décès du donateur ». Et précisément dans le même article, on remarquera dans le premier alinéa le mot « biens » déjà employé et s'appliquant aux biens existants au décès.

Il ne vient à personne l'idée de supposer que, par cette expression, le législateur n'a entendu viser à

cet endroit que les biens immobiliers. Pourquoi, deux lignes plus bas, le même mot devrait-il être restrictivement interprété ? L'argument tiré de la conformité des anciennes coutumes sur la légitime et le rapport et de l'article 868 placé dans le chapitre « des rapports » se heurte trop à la précision de l'article 922 pour nous paraître avoir quelque portée.

II. — Si cette réfutation semblait incomplète et insuffisante, il n'y aurait qu'à se reporter aux travaux préparatoires pour se rendre compte que les législateurs ont nettement entendu écarter la pratique suivie par l'ancien droit. On y verrait que l'opinion que nous combattons avait trouvé un défenseur en Tronchet (séance du Conseil d'État du 12 ventôse, an XII). Ce dernier avait proposé que la règle d'estimation de l'article 922 ne fût point appliquée aux meubles et qu'à leur égard on s'en référât au principe de l'article 868, admis en matière de rapport. Or, la proposition de Tronchet fut repoussée purement et simplement, après que Bigot du Préameneu eût mis en relief, pour justifier la différence des règles, la différence qui existe entre la situation de l'héritier soumis au rapport réel, et celle du donataire, soumis à la réduction. « D'abord, disait-il, le premier rapport porte pour rendre les parts égales entre tous les copartageants ; le second n'est tenu que de compléter la légitime. Ensuite le donataire a eu le droit

« de disposer, d'user, d'abuser pendant toute la vie
« du donateur, c'est-à-dire pendant tout le temps que
« la donation ne pouvant, être attaquée, lui attribuait
« les droits d'un propriétaire incommutable, au lieu
« que l'héritier a su, dès le principe, que sa donation
« était sujette à rapport. » (Fenet, t. XII, p. 349-350.)

III. — Enfin le principe même qui est à la base de l'article 922 exclut toute distinction entre meubles et immeubles. Il s'agit, on se le rappelle, de déterminer la valeur des biens que la donation a fait sortir du patrimoine du disposant, et cette valeur est celle que les biens auraient eue s'ils étaient demeurés en la possession du donateur ; c'est donc la valeur qu'ils ont à son décès, meubles ou immeubles, et non celle qu'ils avaient à l'époque de la donation.

Les partisans de l'opinion que nous avons exposée tout à l'heure, objectent, on l'a vu, la double estimation que comporte l'application de l'article 922, quand le successible, donataire de meubles sans dispense de rapport, accepte l'hérédité ou qu'il la répudie. Loin de critiquer cette conséquence, ne doit-on pas, au contraire, voir en elle un effet du principe qui sert de fondement à l'article 922. « En effet, dirons-nous
« avec M. Cuënot (*Des droits de légitime et de réserve*, page 762) lorsque le donataire répudie l'hé-
« rédité et s'affranchit ainsi de l'obligation du rapport,
« il est bien évident que la donation a eu pour effet

« de diminuer la succession de toute la valeur que
« les meubles donnés auraient eue, lors du décès du
« défunt, si celui-ci n'en avait pas disposé, et que, par
« conséquent, c'est cette valeur tout entière qui doit
« y être fictivement réunie. Mais, au contraire, quand
« le donataire accepte l'hérédité, les biens meubles
« qui lui ont été donnés doivent y être rapportés ; et
« dès lors, ce n'est plus de la valeur tout entière de
« ces biens que la donation l'a diminuée, mais seule-
« ment de l'excédent que peut présenter sur la valeur
« réellement rapportée, celle que ces biens meubles
« auraient eue, s'il n'avaient pas été donnés, et c'est
« cet excédent seul qui devra être fictivement réuni
« à la succession. »

On a soutenu aussi que lorsque les donations de biens meubles se trouvaient atteintes par l'action en réduction, l'application du mode d'estimation de l'article 922 avait pour effet d'avantager injustement les donataires au détriment des réservataires ou les réservataires au préjudice des donataires. Cette objection ne nous paraît nullement fondée. « En effet, d'une
« part, les réservataires ne peuvent évidemment ré-
« clamer comme donnée en fraude de leurs droits
« que la valeur dont les donations excessives ont
« diminué la succession, c'est-à-dire quelle qu'ait été
« à l'époque de la donation la valeur des biens don-
« nés au delà des limites de la quotité disponible
« celle qu'ils auraient au moment du décès, s'ils n'en

« étaient pas sortis ou, en d'autres termes, celle qu'ils
« ont réellement à cette date, abstraction faite des
« améliorations ou détériorations imputables au dona-
« taire ou à ses ayants cause : et d'autre part les
« donataires auxquels les réservataires réclament cette
« même valeur ne peuvent, lors même qu'elle serait
« plus considérable que celle des biens donnés en
« fraude de la réserve, à l'époque de la donation, se
« plaindre que l'action en réduction leur fait subir
« un préjudice plus grand que le profit qu'ils ont
« réellement tiré de la donation excessive ; en effet,
« la valeur qui leur est ainsi demandée est précisé-
« ment celle dont la donation excessive a réellement
« eu pour effet d'augmenter leur patrimoine au mo-
« ment du décès du donateur, abstraction faite des
« améliorations et des détériorations qui leur sont
« imputables. » (Cuënot, page 765.)

Cependant, il y a lieu d'admettre une exception à la généralité d'application de l'article 922 ; lorsque les biens donnés sont dans l'intention des parties ou même par leur nature destinés à être vendus ou consommés, il est de toute justice de n'en exiger la réunion fictive à la masse que sur le pied de la valeur au jour de la donation. Mais, à vrai dire, y a-t-il là dérogation à la règle ? D'après le principe qui a inspiré le législateur, les biens sont estimés à leur valeur au jour du décès du donateur, parce qu'ils sont censés

n'être point sortis du patrimoine de ce dernier. Or, ces meubles consommables ou destinés à être vendus auraient été certainement consommés ou aliénés par le donateur lui-même. Et qu'aurait-on trouvé dans la masse à partager, lors de l'ouverture de la succession? Le prix de vente ou une valeur égale à celle que les meubles avaient lors de leur consommation; donc la valeur dont la donation a diminué la succession n'est pas celle que les biens donnés auraient, s'ils étaient représentés en nature au moment du décès, ni celle qu'auraient à la même époque des objets semblables, mais bien celle qu'ils possédaient au temps de la donation. En conséquence, le donataire doit être traité relativement à ces objets de consommation ou à ces choses fongibles, comme s'il en avait reçu la valeur en argent. En le décidant ainsi, on se conforme sinon au texte et à la lettre de la loi, du moins à son esprit et au principe qui sert de fondement à l'article 922.

Les auteurs paraissent s'être unanimement ralliés à cette manière de voir.

En jurisprudence, la Cour de cassation, dans un arrêt du 20 novembre 1822. D. rép. n° 1129, paraît avoir admis une doctrine contraire à l'égard des choses fongibles et consommables; elle a décidé, en effet, qu'il fallait se reporter à l'époque du décès du donateur pour en fixer la valeur. Comme palliatif cependant, elle a institué une méthode spéciale d'éva-

luation en estimant les denrées données, non pas seulement à l'époque du décès mais d'après la moyenne des prix des cinq dernières années ayant immédiatement précédé le décès. Rien ne semble justifier un tel procédé.

Nous venons de voir d'une façon générale que l'article 922 s'applique indifféremment aux immeubles et aux meubles.

Il ne sera pas sans intérêt pour notre travail, en ce qui concerne les meubles, de s'arrêter un instant sur la question des meubles incorporels. Cette étude est notamment très importante à l'égard des valeurs de Bourse, dont le cours est appelé à subir des variations qui atteignent souvent des proportions considérables. L'écart entre la valeur au jour de la donation et celle au jour du décès peut, en effet, être très grand et nous verrons, dans la troisième partie, les difficultés qui en résultent au sujet de la réduction des dons de valeurs mobilières.

La première objection qui se présente à l'esprit est celle-ci : l'article 922 a été écrit à une époque où les valeurs de Bourse étaient inconnues. Est-il de bonne interprétation juridique de généraliser la règle du texte de 1804 et d'y plier tous les faits particuliers prévus ou non prévus par le législateur ? M. Ripert, dans l'article précité, se demande si un tel procédé n'est pas mauvais : il n'ose l'affirmer « mais à une

« condition c'est que cette bonne règle générale soit
« assez bonne pour qu'il vaille la peine de l'étendre
« et assez générale pour qu'on puisse y faire rentrer
« sans trop de désagréments les hypothèses non pré-
« vues ».

Il est bien évident que, lorsque fut composé le Code civil, on ne pouvait envisager la création et l'extension surtout que prendraient, au cours du siècle, avec la fondation des établissements industriels, le développement de l'agriculture et du commerce, cette nouvelle forme de propriété qui est la valeur de Bourse.

Et la règle de l'article 922 qui, selon l'expression de M. Ripert, est « la règle d'une société où les patri-
« moines sont figés dans leur immutabilité, où toute
« aliénation apparaît comme quelque chose d'exor-
« bitant et d'exceptionnel, où les biens restent au
« même propriétaire toute sa vie, à la même famille
« tant qu'elle n'est pas éteinte » s'appliquait merveilleusement, sans doute, lors de la confection du Code, aux biens immobiliers, aux fonds de terre, apanages sacrés dont on ne pouvait supposer que le vendeur se soit défait autrement que dans une intention de bienfaisance ; elle s'applique sûrement encore aujourd'hui à ces mêmes biens qui ne connaissent pas, en temps ordinaire, de brusques variations de valeur, mais, en ce qui concerne les meubles, les titres de Bourse principalement, on se refuse à établir une

analogie de traitement suspecte et condamnable, semble-t-il, par le sens commun.

Nous avons fait justice plus haut, à l'égard des meubles pris en général, de cette conception restrictive. Sans revenir sur les arguments déjà présentés qui militent pour l'application de l'article 922 aux valeurs incorporelles, aussi fortement que pour son application aux autres espèces de meubles, nous examinerons avec M. Ripert les conséquences de l'estimation des valeurs de Bourse d'après la règle de l'article 922 et nous les étudierons dans le but de savoir si elles sont tellement mauvaises et déterminantes qu'il faille, pour cette espèce de meubles, écarter résolument ce mode d'évaluation.

M. Ripert estime tout d'abord que l'article 922 a été écrit dans l'intérêt du donataire. En effet, les meubles sont sujets à détérioration; or, la loi protège efficacement le donataire, en ne l'obligeant à réunir à la masse les biens donnés que d'après leur valeur, — diminuée par l'usage, — au jour du décès. Nous contesterons dans la deuxième partie que l'article 922 en particulier et les règles de la réduction en général aient été inspirés par l'intérêt du donataire; mais, même en admettant cette hypothèse qui à notre sens n'est nullement justifiée, comment estimera-t-on, — d'après ce principe, — les objets mobiliers dont la valeur s'est accrue depuis la donation: et la catégorie en est importante, qu'il s'agisse de vieux meubles

de style ou de faïences anciennes, ou de tableaux, ou d'objets d'art, ou d'éditions rares, ou de manuscrits, ou d'autographes, ou d'armes, ou de collections de toute sorte. Il faudrait déjà faire des subdivisions et des exclusions.

Pour le moment, on se contente d'éliminer les valeurs de Bourse : et pourquoi ? toujours parce que, dans les libéralités de valeurs mobilières, le changement produit entre la donation et le décès n'est pas uniformément à l'avantage du donataire, — avantage dont on fait un critérium.

Et M. Ripert examine deux hypothèses inverses pour appuyer son argumentation.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE

Un donataire reçoit 40.000 francs en valeurs de Bourse. Il veut ensuite disposer de l'objet de sa donation ; pour une raison ou pour une autre il envisage un placement plus rémunérateur, une occasion intéressante à saisir, une dot à constituer ou plus simplement la valeur donnée ne lui inspire pas confiance : l'exploitation de la société dont il a quelques titres en mains ne lui offre pas la régularité désirable, l'aléa lui paraît trop important. Bref, il réalise. Il vend ses 80 actions, valant chacune 500 francs et il en emploie le produit à l'achat d'un immeuble, par exemple. Le donateur décède ; or, il arrive qu'à l'époque de son

décès, l'action qui valait 500 francs au jour de la donation, vaut 5.000 francs, et le donataire qui avait reçu 40.000 francs doit réunir à la masse 400.000 francs ; la réduction est inévitable. Une telle éventualité contraindra donc le donataire à conserver les valeurs reçues en don ; et si, par malheur, la valeur baisse, sa donation sera perdue. Cette conséquence n'a rien d'anormal : elle répond exactement au but poursuivi par la loi, qui entend considérer les biens donnés comme n'étant pas sortis du patrimoine du donateur, et elle ne heurte aucunement le principe légal, protecteur, nous le verrons, de l'intérêt des réservataires contre les empiètements des donataires et légataires.

Mais pourquoi aussi critiquer cette conséquence, quand la donation porte sur des valeurs de Bourse et l'admettre au contraire quand elle affecte des immeubles. Car le même cas peut se produire, — et très fréquemment, — à l'égard des immeubles : c'est un terrain situé à proximité d'une ville qui décuple de valeur par suite de la création d'une usine, d'une découverte minière, du percement d'une rue ; c'est une ferme qui grâce au voisinage d'une gare et d'une voie ferrée multipliant les débouchés, augmente considérablement de valeur ; c'est une maison qui, par suite de l'accroissement de population de la ville, devient susceptible d'un revenu peut-être double, etc... Devra-t-on mutiler une fois de plus l'article 922

parce que, prétend-on, il est établi en faveur du donataire.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE

Prenons, au contraire, un donataire qui a reçu 80 actions de 5.000 francs, soit un capital de 400.000 francs. Par suite de circonstances malheureuses, l'industrie ne prospère plus : les actions subissent le contre-coup des mauvaises affaires ; les cours baissent, et si bien qu'au jour du décès du donateur l'action ne vaut plus que 500 francs : la réunion fictive s'opérera sur cette base et la donation ne figurera à la masse que pour sa dernière valeur de 40.000 francs.

Résultat très normal d'un principe maintes fois mis en lumière ; ce n'est qu'au décès qu'on juge l'administration du disposant : on suppose que les biens sont toujours demeurés dans son patrimoine : le calcul se fait donc sur leur valeur au moment du décès, qu'il s'agisse de meubles, de titres de Bourse ou d'immeubles. Si l'on critique ce principe fondamental, seule interprétation satisfaisante et complète du texte légal, c'est que l'on est partisan d'une réforme législative générale sur ce point ; mais les raisons que l'on trouve bonnes en ce qui concerne la catégorie des meubles ordinaires et la catégorie des

immeubles ne sauraient être étrangères à la catégorie spéciale des valeurs de Bourse.

Poursuivant nettement et sans ambages le moyen d'arriver à écarter la règle de l'article 922 pour les valeurs de Bourse, un autre système, très ingénieux s'est fait jour, système basé sur l'assimilation de cette espèce de meubles aux choses fongibles.

Nous ne reviendrons pas sur les motifs qui ont fait, avec juste raison, admettre pour les choses fongibles et consommables une manière d'évaluation différente et nous avons vu qu'il n'y avait pas là exception, à proprement parler, à la prescription générale, formulée par l'article 922 ; l'objection garde donc toute son ampleur pour nous.

La question qui se pose est celle-ci :

Peut-on admettre la *fongibilité* des valeurs de Bourse ? Celles-ci seront-elles considérées comme les denrées alimentaires, les matériaux de construction et les objets de chauffage ?

M. Planiol donne de la fongibilité cette définition :
« C'est un rapport d'équivalence entre deux choses,
« en vertu duquel l'une peut remplir la même fonction que l'autre... Deux choses sont dites fongibles
« entre elles quand l'une d'elles peut être remplacée
« par l'autre dans un paiement.

« Elles ont même valeur libératoire parce qu'il est

« indifférent au créancier de recevoir l'une plutôt que l'autre. » (5^e édition, t. I, n° 2181.)

M. Ripert, d'emblée, ajoute : « Cette définition s'applique à la lettre aux actions et obligations des sociétés. Les titres ont bien une individualité puisqu'ils portent un numéro d'ordre ; mais ce numéro qui sert à les identifier et à les suivre n'a aucune importance au point de vue de la valeur du titre. Il n'y a qu'un seul cours à la Bourse pour les actions de la même société, accordant aux actionnaires les mêmes droits. Quand on achète ou l'on vend un titre, on est tenu d'accepter ou de livrer une action quelconque, et non telle action. Dans les contrats, un titre peut être remplacé indifféremment par un autre titre. C'est bien là le trait caractéristique de la fongibilité. »

Quant à la valeur d'échange, elle serait facilement déterminée par le cours officiel de la Bourse. Comme conclusion, on admet qu'il existe un « rapport constant » entre le titre et une certaine somme et que le titre de Bourse devient « presque l'équivalent de la monnaie ». Il fallait en arriver là ; pour que la fongibilité devint le moyen efficace de lutte contre l'article 922, il fallait considérer le titre de bourse et la somme d'argent, représentative de sa valeur, comme choses fongibles *entre elles*, en sorte que les valeurs mobilières, constituées en don, puissent être réunies à la masse comme les autres choses fongibles, seule-

ment d'après leur valeur au jour de la donation.

Ce système, s'il était admis, conduirait à de graves conséquences, puisqu'il ne tend rien moins qu'à paralyser l'application de l'article 922 à l'égard des valeurs de Bourse. Nous devons donc l'examiner attentivement.

Au point de vue de la fongibilité, s'il est exact qu'un titre d'une valeur quelconque puisse être remplacé indifféremment par un autre titre de la même valeur, ce que personne ne songe à contester, et ce qui n'exclut d'ailleurs nullement la règle de l'article 922, il ne s'ensuit certes pas que dans un paiement fait à un créancier, ce dernier soit tenu d'accepter soit des espèces, soit des valeurs de Bourse. Et l'on ne voit pas qu'il y ait entre ces deux choses « rapport d'équivalence ». Car, dans la discussion qui s'instaure, c'est là le point capital. Il est évident que la réunion fictive portant sur l'action n° 214 ou l'action n° 215 aura les mêmes résultats et se fera sur la même base d'évaluation. Mais nous ne pensons pas qu'il soit indifférent à un créancier d'une somme d'argent de recevoir en paiement des actions ou des obligations, qui peut-être se négocient difficilement ou dont les variations de cours ont lieu à intervalles espacés avec des changements importants n'offrant aucune garantie sérieuse : le paiement d'une dette d'argent se fait en argent et le débiteur, sans le consentement du créancier, ne se libérera pas autrement. Donc mille

francs en numéraire d'une part et une action ayant valu hier 1.200 francs, cotée aujourd'hui 1.000 francs et tombée demain à 800 francs, d'autre part, ne peuvent entre eux être considérés comme choses fongibles.

D'ailleurs, M. Planiol (t. I, n° 2482) n'accorde le caractère de fongibilité qu' « aux choses qui se dé-
« terminent au nombre, à la mesure ou au poids ». C'est la condition « nécessaire » pour qu'on puisse juger leur *équivalence* ; si la « commune mesure » leur fait défaut, « la préférence du créancier peut toujours se déterminer par des circonstances particulières » en sorte que la fongibilité s'évanouit.

Et pourquoi, si le système que nous combattons prévalait, pourquoi ne régirait-il pas toutes les choses dans le commerce qui ont évidemment entre elles une « valeur d'échange » plus ou moins facile à déterminer, il est vrai, mais toujours déterminable ?

A vouloir forcer le sens des mots et indéfiniment étendre le champ d'application d'un texte ou d'une conception juridique, hors de ses limites naturelles et logiques, est ce que l'on n'aboutit pas trop aisément à des conclusions inacceptables et ne rend-on pas suspectes les innovations d'interprétation ?

On objecte encore un argument de fait.

Quand un père de famille donne 80 actions de 500 francs à l'un de ses enfants, dans son esprit ce

qu'il entend lui donner, c'est 40.000 francs, c'est l'équivalent d'une somme d'argent de 40.000 francs. Mais alors, pourquoi n'en pas dire autant de celui qui constitue en dot à son fils un immeuble de 40.000 francs ? En réalité, il sort lui aussi de son patrimoine une valeur de 40.000 francs.

Mais, est-ce à l'intention du disposant qu'il faut s'en rapporter ? Nous avons vu que la règle d'évaluation de l'article 922 était une règle d'ordre public et que le donateur n'était point libre d'éluder la prescription légale. (Cass. civ., 14 janvier 1856. D. P. 56.1.67.) Pour répondre à cet argument il faut donc se rappeler le principe de la loi. Que veut la loi ? Elle tend par un jugement général porté sur l'administration du *de cujus*, suivi d'une sanction : la réduction, à rétablir dans son intégralité le patrimoine héréditaire et à déterminer respectivement les droits des légitimaires d'une part, et les droits des donataires et légataires d'autre part, en accordant la prééminence aux premiers, leur part étant une part « réservée ». La loi est donc destinée à faire échec au père de famille ; elle n'a pas par conséquent à tenir compte de son intention.

Si le père de famille a versé une somme d'argent de 40.000 francs à l'enfant qu'il a doté, il a réellement sorti de sa caisse 40.000 francs et seulement 40.000 fr. Si au contraire à un autre enfant il a fait une libéralité de 80 actions de 500 francs, en fait, aux yeux de

la loi, c'est non pas de 40.000 francs à forfait, mais de 80 actions valant provisoirement 40.000 francs et qui vaudront peut-être 400.000 francs plus tard, qu'il a diminué sa fortune, au détriment de la réserve. Effectivement, lors de son décès, dans l'opération mécanique de la réduction, on se contentera, conformément à la règle de l'article 922, de constater que si les biens donnés étaient restés dans le patrimoine, c'est bien 40.000 francs, objet de la première donation qui s'y retrouveraient mais que c'est aussi les 80 actions, objet de la seconde donation qui existeraient en nature, avec leur valeur, accrue, de 400.000 fr.

Donc, on se demandera :

Quelles choses sont sorties du patrimoine au jour des donations ?

Une somme de 40.000 francs pour l'une.

80 actions, d'une valeur de 40.000 francs, pour l'autre.

Au décès, on considérera fictivement que les « choses données » sont demeurées en la possession du disposant et, comme conséquence, on exigera la réunion à la masse, en les estimant à cette époque de l'ouverture de la succession :

De la somme de 40.000 francs dont la valeur n'aura pas changé ;

Des 80 actions dont la valeur se trouvera être de 400.000 francs.

En dépit des nombreuses critiques formulées contre la généralité d'application de l'article 922, il semble ressortir de l'examen attentif des objections que les raisons exposées par les partisans des systèmes de restriction ne peuvent tenir contre la netteté et la seule interprétation plausible du texte légal.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RÉDUCTION DES DONS ET LEGS

Après avoir établi la masse fictive conformément aux principes que nous avons exposés dans la première partie, après avoir fixé les chiffres de la réserve et de la quotité disponible, en ayant égard au nombre et à la qualité des réservataires, laissés par le *de cujus*, il y a lieu préalablement à la réduction de déterminer quelles sont les libéralités qui s'imputent sur la réserve et quelles sont celles qui s'imputent sur la portion disponible.

L'examen de cette dernière opération ne rentre pas directement dans l'objet de ce travail ; nous n'en faisons donc mention que pour mémoire.

Notre but dans cette deuxième partie sera mené aux points suivants présentant un intérêt spécial pour notre étude :

Essayer de dégager l'esprit de la loi et par là même le principe sur lequel on doit se guider en matière de réduction ;

Une fois ce principe établi, déterminer les personnes

auxquelles appartient l'action en réduction ou qui peuvent en profiter ;

Et envisager d'une façon générale l'application des règles de la réduction en cas de plus-value des biens donnés.

CHAPITRE PREMIER

De l'esprit de la loi : le principe de la protection du réservataire

La réduction des dons et legs est la sanction d'une restriction apportée par la loi au droit de disposer du père de famille, au préjudice de ses enfants, ou inversement.

I. — APERÇU HISTORIQUE

Il suffit d'abord de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la réserve pour s'en convaincre et démêler la tendance constante du droit dans le sens de la *protection du réservataire*.

A. — *Droit romain*

En droit romain, le *paterfamilias* avait primitivement joui de la liberté la plus absolue de disposer, au profit de qui bon lui semblait et pour la totalité de sa fortune si cela lui agréait.

Plus tard, par une première restriction, il fut contraint de laisser aux membres de sa famille les plus

proches en degré une part de ses biens, déterminée par la loi, *portio legibus debita* : la légitime (*legitima pars bonorum*).

Cette part était fixée originairement au quart des biens ; on ne tenait compte ni du degré de parenté, ni du nombre des légitimaires : la portion héréditaire de réserve, dévolue à chacun, ne pouvait être inférieure au quart des biens qu'il aurait recueillis *ab intestat*.

Justinien apporta une nouvelle restriction à la liberté du père de famille dans un cas spécial ; en faveur des descendants, il éleva la légitime du quart à la moitié, lorsque les descendants étaient plus de quatre, au tiers s'ils étaient trois au moins.

La justification de cette atteinte aux droits du *paterfamilias* romain est intéressante à faire ressortir : en effet, si, à Rome, où les droits du père de famille étaient si absolus dans le principe, aussi bien sur les personnes que sur les biens soumis à sa puissance, on a cru bon d'apporter certaines limites à la liberté de disposer, il a fallu de fortes raisons dépassant de beaucoup la législation d'une époque ou d'un peuple : une telle obligation était basée sur un devoir de piété, *ex officio pietatis*, disaient les jurisconsultes romains, sur le devoir moral qui incombe naturellement à toute personne et qui consiste à protéger, à secourir ses proches.

Enfin, par une dernière extension du principe, la

légitime qui ne limitait d'abord que les dispositions testamentaires restreignit les donations entre vifs.

B. — *Ancien droit.*

Dans les pays de Droit écrit, l'influence de la législation romaine fit conserver la légitime : plus tard, la réserve des pays coutumiers fut adoptée en divers endroits.

La réserve coutumière ne se fondait pas sur le même principe que la légitime romaine. Une autre considération qu'il importe de noter parce que, avec *l'officium pietatis* dû aux proches, elle n'a pas pu ne pas inspirer les rédacteurs de notre Code, a déterminé les auteurs coutumiers : c'était le souci de laisser les biens dans les familles.

D'abord, la réserve ne porta que sur les propres, s'éleva aux quatre quints ou quatre cinquièmes, profita aux parents de l'estoc et ligne d'où les biens provenaient et ne s'appliqua qu'aux dispositions testamentaires.

Comme pour la légitime, les restrictions primitives parurent insuffisantes : par suite de la pénétration du droit romain dans les pays coutumiers, on emprunta aux pays de droit écrit l'institution de la légitime, en la modifiant, en la combinant avec la réserve.

De cette fusion est résulté un système mixte de superposition et conséquemment d'extension des droits des « réservataires ».

1° Extension sur les biens : la légitime était considérée comme une partie de la succession, d'où plus de distinction entre les propres et les acquêts ;

2° Extension aux personnes : si la légitime ne profitait qu'aux descendants, la réserve pouvait se trouver attribuée à des parents éloignés ;

3° Extension aux actes de disposition : les dispositions entre vifs tout comme les libéralités testamentaires, tombaient sous l'application de la légitime coutumière.

Cependant, il est juste de remarquer que les légitimaires pouvaient subir l'exhérédation pour certaines causes déterminées, ce qui aboutissait à les priver de leur droit à la légitime : du reste, comme pour mieux marquer la tendance constante du droit à la protection des réservataires, la faculté d'exhérédation se trouve elle-même supprimée avec le Code civil.

C. — *Droit intermédiaire*

La législation de la période intermédiaire fut trop tendancieuse dans ses causes et dans son but pour qu'il soit permis d'en tirer quelque conclusion décisive et conforme à l'évolution de notre droit privé.

Peut-être y a-t-il lieu cependant de signaler la loi du 17 nivôse an II qui exagéra les restrictions au droit de disposer à titre gratuit.

D. — *Code civil.*

Le Code civil adopta une solution transactionnelle entre le système romain et le système coutumier, et consacra les principes suivants :

La réserve légale porte sur tous les biens quelle que soit leur provenance, qu'ils soient propres ou acquêts ;

Son bénéfice ne s'étend qu'aux descendants et aux ascendants, mais ces bénéficiaires sont plus fortement protégés que les réservataires de l'ancien droit puisque l'exhérédation ne peut porter atteinte à leurs droits réservés ;

Enfin, elle ne peut être entamée ni par les aliénations à titre gratuit ni par les dispositions testamentaires.

Est-il nécessaire d'ajouter que, dans toutes les nations européennes qui, dans la dernière moitié du xix^e siècle, ont apporté des modifications et des remaniements à leur législation civile, la même tendance se révèle, évidente, non pas seulement à conserver l'institution de la réserve, mais même à aggraver les restrictions admises par le Code français au droit pour chaque personne de disposer librement par donation ou testament de son patrimoine ?

Si l'on veut bien remarquer, en outre, que ces législations se sont inspirées de notre Code, ont par conséquent exercé un contrôle enrichi par l'expérience

sur nos institutions juridiques, il n'est plus besoin de démontrer davantage que les sociétés modernes, comme les jurisconsultes anciens, ont reconnu dans cette protection de la réserve et la dévolution réglementée des hérédités un élément nécessaire de bon ordre intérieur et une organisation essentielle de la transmission des fortunes privées.

Il ressort de ce rapide exposé que par une évolution constante, progressive et régulière, le législateur s'est attaché, d'époque en époque, à restreindre le droit de disposer du père de famille au préjudice des parents les plus proches.

Il était guidé en cela par des principes de haute portée morale :

Le devoir d'affection entre parents qui serait scandaleusement violé, si un ascendant, par exemple, se dépouillait de sa fortune au préjudice des enfants issus de son sang, ou si un fils pouvait impunément méconnaître ses devoirs de reconnaissance et d'attachement envers ses père et mère ;

L'intérêt social qui repose sur une solide constitution de la famille, groupe primordial et cellule de l'Etat, organisme qui serait ébranlé dans sa stabilité et dans sa durée si, par suite de donations immodérées, le patrimoine dispersé laissait les membres de la famille dissociés ou en état d'hostilité et de jalousie.

II. — ARGUMENT TIRÉ DES TEXTES

Si nous étudions les textes en eux-mêmes nous serons amené à cette même conclusion que le législateur a tenu avant tout à *protéger le réservataire*.

La section II du chapitre III (titre II, livre III) du Code civil a pour titre et pour objet : « de la réduction des donations et legs ». Donc, ce sont les donataires et légataires, se trouvant en conflit avec des réservataires, qui sont spécialement visés et menacés de retranchements sur les libéralités faites en leur faveur, lorsque les dispositions entre vifs ou à cause de mort, excédant la quotité disponible, empiéteront sur la réserve.

L'article 920 n'autorise l'action en réduction que lorsque la réserve a été entamée et dès l'instant que le réservataire trouve dans la succession de quoi parfaire sa réserve il ne saurait agir en réduction ; mais il faut *d'abord* que le réservataire soit rempli de ses droits : en aucun cas, il ne doit être privé de sa part de réserve. La loi n'accorde pas le même privilège au bénéficiaire de la quotité disponible : nulle part on ne voit que la quotité disponible devra s'exercer intégralement.

Si l'on se reporte, en effet, aux articles 913 et 914, on s'en rendra très aisément compte ; l'un et l'autre articles commencent en ces termes : « Les

« libéralités soit par actes entre vifs, soit par testament *ne pourront excéder...* » La loi fixe donc ainsi un *maximum* qui ne peut être dépassé ; mais elle n'établit pas un minimum qui doit toujours avoir effet. Si elle avait voulu stipuler, que les libéralités pourraient, en tous cas, s'exercer jusqu'à concurrence des quotités indiquées par les articles précités 913 et 914, elle eût été conçue tout autrement et aurait disposé que : « Les libéralités soit par actes entre vifs, soit par testament *s'exerceront* jusqu'à concurrence de... »

Un autre argument est à tirer, en faveur du principe de la protection du réservataire, de la façon dont s'établit le calcul de la quotité disponible en présence d'enfants renonçants ; en effet, les enfants renonçants, — soit pour s'en tenir à leur don, soit pour toute autre cause — font nombre contre eux-mêmes au profit de leurs cohéritiers pour la détermination de la réserve. La réserve doit être établie eu égard au nombre des enfants laissés par le défunt. Les enfants qui s'excluent eux-mêmes de la succession par une renonciation ne modifient pas par ce fait le chiffre de la réserve et n'accroissent pas la quotité disponible. Cette apparente anomalie a une explication toute naturelle : l'*intangibilité* de la réserve telle qu'elle se trouve fixée au jour de l'ouverture de la succession.

Si l'on s'arrête à l'article 917, on peut reconnaître encore, dans l'option offerte à l'héritier réservataire

ou d'exécuter une libéralité considérable en usufruit, ou d'abandonner pour y faire face la quotité disponible en toute propriété, un mode spécial d'application de la règle générale de la protection du réservataire.

L'article 918 offre un autre exemple du souci apporté par le législateur à sauvegarder le droit de réserve des légitimaires. Ceux-ci, en effet, sont autorisés à attaquer l'aliénation faite en dehors d'eux au profit de l'un de leurs cohéritiers, d'exiger l'imputation de la valeur en pleine propriété des biens aliénés sur la quotité disponible et le rapport à la masse de l'excédent s'il y a lieu.

Ainsi, même entre cohéritiers, la loi s'arme de sévérité voulant éviter qu'une atteinte, même indirecte, puisse restreindre la réserve au détriment d'un ou de plusieurs copartageants.

Par tous les moyens, on a pu aisément le constater, le législateur s'est préoccupé de consacrer l'*intangibilité*, l'*indisponibilité* de la réserve ; il a apporté un soin jaloux à protéger l'intégrité de la portion réservée des biens héréditaires.

Il ne suffirait pas, pour satisfaire aux exigences de la loi sur la réserve, que le *de cujus* n'ait point disposé de tout ou partie des biens réservés, et que la « valeur » de la réserve soit recueillie par les héritiers légitimaires : la réserve doit leur échoir « pleine et entière » sans être grevée de charges ou condi-

tions, ni assujettie à des modalités ou restrictions quelles qu'elles soient, affectant soit la dévolution, soit l'administration, soit la disposition, soit le partage des biens la formant.

Le droit romain avait fait de cette prescription un principe formel (L. 32. C. *De inofficioso testamento*, III, 28) et l'ancien droit français l'avait expressément adoptée ; la raison en est décisive. La légitime appartient à l'enfant de par la loi, contre la volonté même de ses père et mère ; on ne saurait, en conséquence, reconnaître à ces derniers le droit d'apposer conditions, modalités, termes, charges, restrictions à une transmission qu'ils n'ont pas été appelés à régler.

Le Code civil, à vrai dire, n'énonce pas textuellement une telle règle : mais il serait impossible de décider autrement si l'on tient compte de l'esprit de la loi et du concept de l'indisponibilité de la réserve. De ce que la loi déclare indisponible au profit de certains héritiers une partie de l'hérédité, il ressort évidemment que le *de cujus* n'en peut aucunement disposer, de façon ouverte ou déguisée.

On peut voir également une conséquence du même principe dans l'article 1016 qui met à la charge des légataires les frais de la demande en délivrance des legs, au cas où ils entameraient la réserve légale.

D'autres considérations corroborent nos observations et nous amènent à des conclusions identiques :

Ainsi, c'est dès l'instant où la succession est ouverte que le réservataire se trouve propriétaire de tous les biens composant la succession et, par là même, propriétaire de sa réserve, sauf à lui à exercer, s'il y a lieu, l'action en réduction contre les donataires, lorsque les biens existants ne suffiront pas à la former. L'héritier réservataire est donc fondé à faire déclarer non écrite la clause d'un testament qui tendrait à le priver de son droit de jouissance sur la réserve, soit temporairement, soit définitivement.

Ainsi, on ne pourrait considérer que la réserve a été laissée intacte si le *de cujus* avait cru bon et permis d'imposer à l'héritier légitimaire des conditions tendant à le priver de la libre administration des biens réservés ; il est juste que le réservataire ait le droit d'en disposer à son gré ; si la loi peut limiter entre ses mains l'exercice de la propriété, le père de famille ne saurait prétendre en avoir le droit.

Ainsi, si la loi elle-même (article 581 du Code de procédure civile) autorise le testateur ou le donateur à déclarer insaisissables les sommes ou objets qu'il lègue ou qu'il donne, il est bien évident, *a contrario* que la clause d'insaisissabilité ne peut affecter les sommes ou objets non disponibles, c'est-à-dire compris dans la réserve ; et il importe peu que l'insaisissabilité établie par le donateur ou le testateur le soit dans l'intérêt de l'héritier réservataire ; elle contreviendrait au droit de pleine et libre administra-

tion de ce dernier sur sa réserve; elle serait donc illégale.

Ainsi encore, en matière de substitution, la réserve ne doit pas se trouver grevée par le disposant de la charge de conserver et de rendre aux enfants nés ou à naître du réservataire: et les substitutions, dans les cas exceptionnels où elles sont permises, ne peuvent comprendre comme l'exige expressément l'article 1048 que « les biens dont les père et mère ont la faculté « de disposer ».

Enfin la composition même de la réserve est nettement basée sur le principe d'intangibilité; la réserve formant une partie de la succession *ab intestat* doit comprendre les biens *mêmes* de la succession, en d'autres termes, elles doit être laissée en biens héréditaires, *in specie*. Le *de cujus* porterait donc illégalement atteinte à la réserve s'il chargeait par exemple un légataire universel d'acquitter la valeur de la réserve soit avec un capital, soit avec d'autres valeurs qu'il prendrait dans son patrimoine personnel.

La réserve a pour objet d'assurer la transmission d'une part déterminée de l'hérédité à certains héritiers: elle doit, dès lors, tout entière se composer de biens héréditaires en pleine propriété.

La conclusion est très nette et simple à tirer. Dès que la quotité de la réserve est fixée, le chiffre obtenu au moyen des règles que nous avons étudiées dans

la première partie devient absolument et définitivement intangible, irrévocable, en quelque cas que l'on se trouve (Cassation 11 décembre 1854 ; S. 55.1.364), et dans le partage des biens héréditaires, les parts des héritiers réservataires devront s'imputer sans distraction ni restriction sur la masse successorale et par préférence, par une sorte de privilège légal.

Nous aurons plus loin à faire une application intéressante de ce principe qui, nous venons de le voir, découle très clairement à la fois de l'histoire de la réserve et de l'étude critique des textes.

CHAPITRE II

Par qui l'action en réduction peut-elle être exercée ?

Avant d'aborder le mode d'application de la réduction des dons et legs et en raison du conflit qui peut s'élever entre les donataires non successibles et non réservataires et des donataires légitimaires, postérieurs en date, au cas de réduction, il nous a semblé utile de rechercher si le droit d'agir en réduction peut se trouver dévolu directement ou indirectement aux donataires et aux légataires non successibles, au même titre qu'aux réservataires.

L'article 921 nous donne la réponse :

« La réduction des dispositions entre vifs ne pourra
« être demandée que par ceux au profit desquels la
« loi fait la réserve, par leurs héritiers ou ayants
« cause; les donataires, les légataires ni les créanciers
« du défunt ne pourront demander cette réduction ni
« en profiter. »

Le texte est explicite.

Dans sa première partie, il indique ceux à qui appartient l'exercice de l'action en réduction : et dans

sa seconde partie ceux à qui cet exercice ou le bénéfice même de la réduction est interdit.

A la seule condition de se porter héritiers, les réservataires seuls peuvent réclamer la réserve à l'encontre de tous autres, donataires et légataires. Ce droit et son corollaire, le droit d'agir en réduction leur appartiennent en vertu de la loi pour des motifs d'intérêt général ; tous deux naissent en leur personne dès l'époque de l'ouverture de la succession et c'est justement que l'on a dit que la loi plaçait l'action en réduction dans la succession elle-même, pour en remettre l'exercice aux héritiers dont elle fait en quelque sorte ses instruments afin d'y faire rentrer ceux des biens que le défunt n'aurait pas dû en faire sortir à titre gratuit.

A ce sujet, une question intéressante s'est posée au sujet de l'acceptation de la succession par l'héritier réservataire, question dont la solution met bien en lumière le caractère de l'action en réduction.

Est-il régulier que l'héritier réservataire, se portant héritier pur et simple, obligé *etiam ultra vires hereditatis*, dans la mesure même où l'était le *de cujus* personnellement, n'ayant d'autres droits que ceux ayant appartenu au défunt, soit autorisé à attaquer, par l'action en réduction, des donations que le disposant était tenu d'exécuter et de respecter ?

L'héritier réservataire, tenant, comme nous l'avons vu, son droit de la loi et non du défunt, peut exercer

ex persona sua l'action en réduction, qu'il ait accepté la succession purement et simplement, sous bénéfice d'inventaire ou même qu'il y ait renoncé.

Il y avait controverse cependant dans l'ancienne jurisprudence sur cette question. D'après certains auteurs, le légitimaire, héritier pur et simple, n'était pas en droit de demander à l'encontre des légataires la distraction de sa légitime et l'on en donnait deux raisons. Si de son acceptation résultait à son endroit quelque préjudice, il le devait à sa négligence et non au fait du défunt, puisque le défaut d'inventaire l'avait déchu du droit de réclamer ; ou bien il y avait présomption de libération : il était alors censé s'être payé lui-même de sa part de réserve parmi les biens confondus en ses mains. Les adversaires de ce système soutenaient avec juste raison que nulle disposition législative, en France, ne prononçait, à titre de peine, la privation de la légitime pour cause de défaut d'inventaire et que l'interprétateur de la loi n'avait pas qualité pour procéder par voie de création.

Nous venons de voir que cette dernière opinion, qui, du reste, a vite triomphé, paraît incontestable aujourd'hui ; rien dans les textes actuels n'autorise en effet à penser qu'il faille accepter sous bénéfice d'inventaire la succession du défunt, pour avoir le droit d'agir en réduction. Et cependant Malleville, dans la discussion du Conseil d'État (séance du 5 ventôse an XI. Locré t. XI, p. 192), avait soutenu que l'hé-

ritier pur et simple étant le continuateur du défunt et par conséquent étant personnellement tenu de ses obligations ne pouvait prétendre évincer le donataire, puisqu'il succédait à l'obligation, contractée par le disposant envers le donataire, de ne pas l'évincer. Cette objection n'est guère concluante, d'autant moins qu'en partant de ce principe, faussement appliqué, on serait amené à prononcer contre l'héritier bénéficiaire la même déchéance ; en effet, tout comme l'héritier pur et simple, l'héritier bénéficiaire succède aux obligations du défunt ; son privilège réside uniquement en ce que, pour faire face à ces obligations, il n'est tenu d'y répondre que sur le patrimoine héréditaire et nullement sur ses biens personnels.

Mais, à la vérité, est-ce bien le donateur qui est tenu à garantie contre l'action en réduction envers le donataire ? N'est-ce point plutôt ce dernier qui a contracté l'obligation de subir la réduction ?

Il est naturel que le droit d'agir en réduction ne soit ouvert au légitimaire que si sa réserve est entamée par des donations ou des legs excessifs, la prudence lui recommandera donc de prendre ses précautions, de procéder à un inventaire des biens de la succession, de manière à bien établir l'insuffisance de la masse héréditaire. Cette formalité, cependant, n'est point nécessaire ; comme il s'agit en l'espèce d'une fraude à la loi, tous les moyens sont permis

au réservataire pour faire sa preuve, même la preuve par présomptions.

En résumé,

L'héritier réservataire étant investi, en ce qui concerne sa réserve d'un droit qui lui est propre, ne saurait être lié par les actes de son auteur, qui auraient pour effet de porter atteinte à la réserve.

La réduction ne pouvant être demandée que par ceux « au profit desquels la loi fait une réserve », il semble en ressortir, *a contrario*, que ce bénéfice ne saurait échoir à ceux au profit desquels la loi n'institue pas de réserve, et qui, au surplus, ne sont ni héritiers, ni ayants cause des réservataires.

Pourquoi donc l'article 921 énonce-t-il expressément que « les donataires, les légataires, ni les créanciers du défunt ne pourront demander cette réduction ni en profiter » ?

L'exclusion formelle prononcée par le texte légal doit cependant trouver une explication. Aurait-elle pour but, non seulement de refuser aux donataires et aux légataires du *de cujus* l'exercice de la réduction, ou tout droit quelconque sur les biens rentrés dans la masse héréditaire comme conséquence de la réduction, mais aussi d'interdire aux donataires et légataires, défenseurs à l'action en réduction, intentée par le réservataire, le droit de se prévaloir, par voie d'exception, des règles de la réduction pour faire

échec à la demande du réservataire, rempli de sa réserve, ou ayant le moyen de rentrer dans ses droits héréditaires, en attaquant d'autres donataires, d'autres légataires ? On ne saurait évidemment l'entendre ainsi : il ne s'agit plus, alors, de « demander la réduction » ni d'en « profiter », mais de demander à *n'être pas réduit*. Ce n'est pas, en effet, exercer la réduction qu'invoquer les règles légales pour n'être pas réduit avant son tour, ou au delà des limites fixées par le texte ; c'est se prévaloir simplement d'un moyen de défense, basé, dans certains cas, sur l'article 923 qui détermine l'ordre dans lequel doit s'opérer la réduction, soit sur les articles 913 et 915 qui fixent les limites de la quotité disponible. S'il en était autrement, si ce moyen de défense était interdit aux donataires et aux légataires, qui les protègerait contre l'arbitraire de l'héritier réservataire, peu soucieux d'observer l'ordre établi par la loi ?

En définitive,

Ce que l'article 921 défend aux donataires et aux légataires c'est de demander la réduction ou d'en profiter, c'est-à-dire de prétendre que des biens *donnés à d'autres* doivent leur arriver par l'effet d'une réduction qu'ils demanderaient eux-mêmes ou dont ils profiteraient parce qu'elle serait demandée par d'autres.

Ces considérations et les conclusions qu'elles imposent présentent une utilité directe pour la solution

du problème que nous nous proposons d'étudier dans la troisième partie et dans lequel nous nous trouverons en présence de donataires légitimaires postérieurs en date à une donataire non réservataire ni successible.

CHAPITRE III

De la Réduction des dons et legs en cas de plus-value des biens donnés

La sanction du droit de réserve consiste dans la réduction des dons et legs excédant la quotité disponible ou entamant la part réservée.

L'article 920 du Code civil qui régit la matière porte que : « Les dispositions soit entre vifs, soit à cause de mort qui excéderont la quotité disponible seront réductibles à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession. »

Il semblerait, à prendre le texte au pied de la lettre, que, dans tous les cas, la quotité disponible doive revenir aux donataires ou légataires ; nous avons dit, dans l'avant-dernier chapitre, que la quotité disponible, telle qu'elle se trouve fixée par les articles 913, 914, 915 et 916 était un maximum qui limitait le droit de disposer du donateur ou testateur, laissant à son décès des héritiers réservataires, mais non un minimum indisponible et irrévocable.

Comme l'expose M. Maurice Henry (*Du legs de*

la quotité disponible. Thèse Paris, 1902, page 121) :
« Si le législateur s'est borné à déterminer cette quo-
« tité disponible et n'a pas établi la réserve par voie
« de disposition directe et par voie d'attribution
« individuelle à chacun des héritiers réservataires,
« c'est à fin de bien montrer que la réserve n'était
« plus autre chose que la succession *ab intestat*, di-
« minuée de la quotité disponible et que par consé-
« quent elle n'était plus attachée au *jus sanguinis*, à
« la seule qualité de parent, comme dans le droit
« romain et une partie de l'ancien droit, mais à la
« qualité d'héritier dont elle n'est plus indépendante.
« Notre code n'attribue la réserve aux réservataires
« qu'indirectement et collectivement ; il détermine
« la portion de biens disponible en laissant l'autre
« part dans la succession *ab intestat* à laquelle on
« ne peut prétendre qu'en se portant héritier. Le
« mot « légitime » a même disparu du Code pour
« faire place à celui de « réserve », ce qui prouve encore
« que, en cette matière, on a adopté les principes du
« droit coutumier. »

Il est bien évident aussi que le législateur n'a pas préjugé tous les cas qui pourraient se présenter par la suite dans cette question du calcul de la quotité disponible et de la « réserve » ; il a statué *de eo quod plerumque fit*, comme en beaucoup d'autres endroits.

Nous examinerons d'abord la question au point de vue qui nous occupe spécialement : celui où le

rapport réel entre cohéritiers de l'article 868 est inférieur à la réunion fictive de l'article 922; c'est ce qui peut se présenter notamment au cas de plus-value de valeurs de Bourse ayant fait l'objet d'une donation.

Dans ce cas :

1° Entre cohéritiers d'une part, et donataires et légataires d'autre part, il faut appliquer l'article 922 qui stipule la réunion fictive à la masse des biens donnés d'après leur valeur au moment du décès ; il s'agit par là de déterminer la réserve et la quotité disponible ;

2° Mais entre cohéritiers, c'est l'article 868 qui règle le rapport effectif et réel, et, d'après lui, « le rapport du mobilier se fait sur le pied de sa valeur, « lors de la donation, d'après l'état estimatif amené « à l'acte et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts à juste prix et sans crue » ; il s'agit en cela d'une opération du partage.

Dans l'intervalle qui sépare la donation du décès, il est bien évident que certains meubles, les titres de Bourse en particulier, ont pu augmenter de valeur, et de manière considérable parfois.

Examinons donc une hypothèse :

Supposons qu'un père de famille laissant trois enfants ait légué la quotité disponible à un étranger :

Voici comment il faudra opérer :

1° Calcul de la réserve et de la quotité disponible.

Les biens existants au décès sont d'une valeur totale de 200.000 fr.

Les biens réunis fictivement à la masse (dots de valeurs mobilières ayant subi une plus-value) estimés au jour du décès (article 922) représentent . . . 160.000

La masse fictive est de 360.000

La quotité disponible est, dans l'es- $\frac{1}{4}$
pèce, d'un quart, soit. 90.000
 $\frac{3}{4}$

Et la réserve des trois quarts, soit. . 270.000

2° Calcul du partage.

Biens existants 200.000

Biens donnés, rapportés réellement d'après leur valeur au jour de la donation (article 868) 100.000

Total de la masse à partager . . . 300.000

Si l'on impute le montant de la quotité disponible léguée, fixée comme on l'a vu plus haut à 90.000

Il ne reste plus pour faire face à la réserve, fixée également ci-dessus à 270.000 francs, que la différence, soit . 210.000

Doit-on laisser au légataire les 90.000 francs et faire subir aux réservataires une réduction de 60.000 francs ?

Il y a donc conflit entre le légataire et les réservataires :

Ou ces derniers se trouveront lésés si le legs de quotité disponible s'exerce sans réduction, leur part réelle d'attribution étant inférieure à leur part légale de réserve.

Ou le légataire subira un préjudice, si la réserve s'impute intégralement, quoique la quotité disponible ait été calculée conformément aux prescriptions légales et qu'il ne doive par conséquent pas y avoir en principe de réduction.

Un autre conflit peut surgir encore entre successibles donataires et successibles non donataires.

Admettons dans l'hypothèse ci-dessus présentée que l'un des enfants n'ait pas été doté.

Sa part dans la masse fictive est de 90.000 francs et sa part dans la masse réelle n'est plus que de 70.000 fr.

Ses deux frères, dotés, rapporteront-ils ensemble 160.000 fr. conformément à l'article 922, ou 100.000 fr. seulement d'après les stipulations de l'article 868, qui règle les rapports entre cohéritiers. ?

C'est dans ce triple conflit que réside le nœud de la question.

Pour le trancher il suffit de jeter un coup d'œil en arrière.

Nous avons vu, en effet, au cours de ce travail :

1° Que la plus-value des biens donnés, — si elle n'est pas due nettement à un fait positif du donataire, — doit figurer dans la masse fictive, établie en vue de déterminer la réserve et la quotité disponible ;

2° Qu'au point de vue de cette détermination l'article 868 doit être formellement écarté, mais que, au contraire, dans son domaine d'application rentrait l'opération du rapport effectif exigé pour l'égalité du partage entre cohéritiers, alors que l'article 922 a été spécialement écrit pour la fixation de la réserve et de la quotité disponible, opération de calcul préalable à la réduction des dons et legs :

3° Que l'article 922, conçu dans les termes les plus généraux et les plus clairs régit toute espèce de biens, mobiliers ou immobiliers, meubles corporels comme meubles incorporels.

Enfin dans les chapitres précédents, recherchant l'esprit de la loi à la fois dans son évolution historique et dans ses textes, nous avons dégagé un principe indiscutable seul capable de coordonner et de systématiser logiquement les dispositions légales régissant la matière : *la protection du réservataire avec, comme corollaire, l'intangibilité de la réserve, et comme instrument, la réduction, accordée uniquement au réservataire lésé.*

C'est à l'aide de ce principe très simple que nous devons résoudre les problèmes pratiques et nous procéderons ainsi tout d'abord dans l'exemple que nous avons choisi plus haut.

La réserve, calculée sur la masse fictive, se trouve, nous l'avons vu, irrévocablement fixée à 270.000 fr.

Or, la masse réelle ne s'élève qu'à . . . 300.000

Et la réserve, portion de la succession *ab intestat*, devant donc être composée des biens mêmes de la succession, c'est-à-dire devant être laissée en biens héréditaires *in speciei*, edoit en conséquence s'imputer en premier lieu 270.000

La quotité disponible ne pourra, dans l'espèce, s'exercer que jusqu'à concurrence de la différence, soit de 30.000

L'enfant non donataire prendra sur la masse réelle sa part de réserve soit 90.000

Chacun des enfants donataires aura droit, également sur les biens réels, à. 40.000
et conservera sa donation d'une valeur au jour de l'acte (estimation du rapport) de 50.000

Alors que sa valeur fictive se trouve être de 80.000 francs.

En sorte que les droits de cha-
cun seront de 90.000

Et ceux des deux frères donataires de . 180.000

Quant au légataire, il recueillera la portion restée disponible sur les biens réels après le prélèvement des parts des réservataires, soit 30.000

Le total donne l'ensemble de la masse réelle à partager. 300.000

Dans l'état actuel de la législation, la réserve doit être protégée à l'encontre et même au détriment des bénéficiaires de la quotité disponible : aucune autre solution n'est donc susceptible de concilier l'« opposition », — du reste beaucoup plus apparente que réelle, — des deux articles 868 et 922.

Ce système que nous avons expérimenté à dessein tout d'abord sur un problème simple va recevoir une application fort intéressante dans la troisième partie où nous aurons à solutionner la liquidation d'une succession qui a déjà donné lieu à deux arrêts de Cours d'appel et à un arrêt de la Cour de cassation.

Mais auparavant, il ne sera pas inutile d'envisager un cas tout différent et d'éprouver une fois encore les principes que nous avons établis.

Un père de famille laisse pour seuls héritiers ses trois enfants.

Sa fortune, en biens réels existants à l'ouverture de la succession, s'élève à 200.000 francs : quelques années avant sa mort, il a fait donation entre vifs à un ami de quatre-vingts actions valant chacune alors 500 francs ; or à son décès chaque action représente 5.000 francs.

Aucune difficulté ne s'élève pour le calcul de la réserve :

Biens réels	200.000
Réunion fictive des biens donnés entre	
A reporter.	<u>200.000</u>

Report.	200.000
vifs d'après leur valeur au cours du décès	
(article 922)	<u>400.000</u>
Total	600.000
Quotité disponible : un quart	150.000
Réserve : trois quarts.	450.000
Or l'actif réel n'étant que de	200.000
Il manque aux réservataires pour com- pléter leur droits	<u>250.000</u>

Comment s'opérera la réduction ? Qui la subira ?

Il est tout d'abord hors de cause que l'article 868 n'entre plus en jeu ici ; il s'agit d'une donation faite à un non successible, assujéti non au rapport réel des cohéritiers, mais à la réduction, spécialement édictée contre lui au profit des réservataires.

Devra-t-on faire subir au donataire une réduction de 250.000 francs de façon à compléter la réserve ? En agissant de la sorte, ne transformera-t-on pas la réunion fictive en rapport réel ?

Contrairement au cas où le donataire est en même temps un réservataire et où l'article 924 permet au successible préciputaire acceptant la succession (nouvelle faveur de la loi) de ne pas subir la réduction en nature et de conserver le bien donné en le précomptant sur sa part d'après l'évaluation de l'article 868, le donataire non successible est tenu envers les réservataires à un rapport en nature, et l'action en réduction

tion équivant pour lui à une résolution de son droit de propriété ; cette différence entre les deux cas s'explique fort bien et corrobore à nouveau le principe de la protection du réservataire, la loi tient en effet beaucoup plus efficacement à protéger la réserve des parents en ligne directe contre l'empiètement des donataires étrangers qu'à assurer l'égalité entre des copartageants soumis les uns envers les autres à des rapports.

En conséquence, le tiers donataire sera tenu de rapporter en nature les actions données jusqu'à concurrence de la somme de 250.000 francs, nécessaire pour compléter les parts réservataires des héritiers en ligne directe, sans qu'il puisse même imposer aux réservataires sa libération en argent, sauf s'il a aliéné les valeurs données.

TROISIÈME PARTIE

UN CAS DE PLUS-VALUE DE BIENS DONNÉS LES ACTIONS BÉNÉDICTINE ET LA SUCCESSION DE M. LE GRAND

I. — EXPOSÉ DES FAITS

M. Alexandre Le Grand, fondateur de « la Liqueur Bénédictine de l'Abbaye de Fécamp » est décédé en 1898, laissant :

Sa veuve survivante, épouse en deuxième mariage, donataire en vertu de son contrat de mariage passé le 29 avril 1874 d'une part d'enfant légitime le moins prenant, en pleine propriété.

Et pour seuls héritiers, sauf l'effet des avantages par lui créés au profit de certains de ses enfants et spécialement de ceux issus de son second mariage : quinze enfants, onze d'un premier lit et quatre du second mariage.

M. Le Grand avait consigné ses dernières volontés dans un testament et un codicille aux termes desquels il avait notamment donné à sa femme tout ce que la loi lui permettait de léguer et avait également déclaré

léguer la quotité disponible de sa succession par préciput et hors part à ses quatre enfants issus de son second mariage, l'usufruit en étant réservé à sa femme.

M. Le Grand avait en outre constitué en dot ou fait donation entre vifs à ses enfants de sommes d'argent, exception faite pour quatre d'entre eux.

Ainsi :

Dans le contrat de mariage de M^{me} P..., du 23 juillet 1882, M. Le Grand avait fait donation à sa fille par avancement d'hoirie et à charge de rapport à sa succession de *quatre vingts actions* de 500 francs au porteur de la société anonyme de la Distillerie de la Liqueur Bénédictine de l'Abbaye de Fécamp ;

Dans le contrat de mariage de M^{me} D..., du 12 avril 1885, M. Le Grand avait, de même, donné à sa fille *quatre vingts actions* « Bénédictine » de 500 francs, par avancement d'hoirie et rapportables à sa succession ;

Dans le contrat de mariage de M^{me} L..., du 24 novembre 1887, M. Le Grand avait fait donation à sa fille de *quatre vingts actions* « Bénédictine » par avancement d'hoirie et à charge de rapport à sa succession ; il avait, en outre, constitué M^{me} L..., donataire par préciput et hors part de la différence, pouvant exister entre la valeur au jour du décès du donateur des 80 actions données et celle de 40.000 francs, pour laquelle ces 80 actions lui avaient été données, avec sti-

pulation que ceserait de cette somme de 40.000 francs, seulement que sa fille donataire devrait effectuer le rapport à la succession du donateur.

Enfin, dans le contrat de mariage de M^{me} B... du 11 mai 1896, M. Le Grand avait fait donation à sa fille, notamment de 14 actions de la même société, représentant à ce moment 40.000 francs, estimation à forfait valant vente à la communauté; et de plus il avait constitué également M^{me} B... donataire par préciput et hors part de la différence pouvant exister entre la valeur de 40.000 francs pour laquelle étaient données les 14 actions « Bénédictine » et la valeur que ces actions représenteraient lors du règlement du rapport.

Dans l'état liquidatif de la succession de M. Le Grand, le notaire dans la réunion des biens sur laquelle devaient être calculées la quotité disponible et la réserve fit figurer les actions « Bénédictine », données en dot à M^{mes} P..., D..., L... et B... pour leur valeur au jour du décès, soit *quatre mille sept cents francs* par action, cours considérablement supérieur à celui qu'elles avaient au jour des constitutions de dot.

Sur l'homologation, le Tribunal civil d'Yvetot, par jugement du 5 mai 1904, se basant sur la généralité des termes de l'article 922 du Code civil, confirma cette manière de voir.

Appel de ce jugement a été interjeté et la Cour de Rouen rendit le 3 juin 1907 un arrêt infirmatif déci-

dant que l'augmentation survenue dans la valeur des actions « Bénédicte » faisait partie du patrimoine des donataires et ne devait pas être comprise dans la réunion fictive, « attendu, dit l'arrêt, qu'il est inutile d'examiner en droit si la cause doit être régie « par l'article 922 du Code civil ou par l'article 868 « du même Code ; qu'en effet, il est un fait constant, « c'est que la plus-value, lors de l'ouverture de la « succession des actions « Bénédicte », données « par Le Grand aux dames P..., D..., L..., et B..., ses filles, n'est pas le résultat de l'extension naturelle de « ces valeurs, que cette plus-value n'est pas d'avantage l'œuvre du donateur, mais bien en réalité celle « des donataires ; que c'est les donataires agissant « en qualité d'actionnaires qui ont prélevé, chaque « année, sur leurs bénéfices, les sommes destinées à « amortir les valeurs sociales n'ayant pas de contrepartie dans la caisse, telles que le fonds de commerce apporté pour 1.400.000 francs et qui ont constitué des réserves, permettant d'acquérir le matériel et de fonder les nouveaux établissements « nécessaires pour agrandir le cercle des affaires, « contribuant ainsi à augmenter la valeur de leurs « titres ; que ce sont encore les donataires, en leur « qualité d'actionnaires qui, par suite de l'administration intelligente de la société par les directeurs « et les membres du conseil d'administration, mandataires légaux de tous ceux qui possédaient des

« actions et qui, comme tels, avaient droit aux ter-
« mes des statuts, de stipuler pour eux, doivent être
« réputés avoir procuré à la « Bénédicte » sa pros-
« périté actuelle ; qu'il est donc bien démontré que
« la plus-value, lors de l'ouverture de la succession
« des actions données par Le Grand à ses enfants ne
« fait pas partie des biens donnés dont l'article 922
« exige la réunion fictive à la masse, en vue de
« l'exercice de l'action en réduction, mais qu'elle cons-
« titue une propriété des donataires, en tant qu'ac-
« tionnaires, dépendant de leur patrimoine personnel
« et tout à fait étrangère à la succession du *de cujus*,
« que c'est donc à tort que le notaire liquidateur et
« après lui, les premiers juges ont réuni fictivement
« à la masse pour déterminer la fixation de la quotité
« disponible la plus-value acquise aux actions de la
« Bénédicte » données par avancement d'hoirie
« dans l'intervalle qui a séparé le jour de la donation
« de celui du décès du *de cujus* »

Nous avons exposé longuement (première partie, chapitre deuxième) les objections, décisives à notre sens, qui nous semblent devoir être formulées contre cette théorie extensive du « fait du donataire », il n'y a donc pas lieu de revenir ici sur la critique de la doctrine de la Cour de Rouen.

Pourvoi a été formé contre l'arrêt de Rouen et, comme il y avait toutes raisons de le supposer, la Cour de cassation admit le pourvoi et, par arrêt du

30 juin 1910, cassa la décision incriminée. « Attendu,
« dit la Cour, que des termes de l'article 922 du Code
« civil il résulte que si, pour le calcul de la quotité
« disponible il faut dans l'évaluation des biens don-
« nés entre vifs par le défunt, faire abstraction de
« l'augmentation de valeur provenant du fait des
« donataires ou des tiers possesseurs, on doit tenir
« compte de la plus-value due à toute autre cause
« et qu'ainsi l'on procède à l'égard de ces biens,
« comme s'ils n'avaient pas cessé d'être la propriété
« du donateur ; attendu que, pour déclarer dans l'es-
« pèce, que la plus-value dont ont bénéficié dans l'in-
« tervalle de la donation au décès de leur auteur, les
« actions de la « Bénédicte » données en dot par
« Le Grand aux dames P..., D..., L..., et B..., est l'œuvre
« de celles-ci, l'arrêt attaqué s'est fondé : 1° sur ce
« que sont les donataires agissant en qualité d'action-
« naires, qui, chaque année, ont opéré des prélève-
« ments sur les bénéfices pour amortir les valeurs
« sociales n'ayant pas de contrepartie dans la caisse
« et qui ont constitué des réserves permettant d'ac-
« quérir le matériel et de fonder les nouveaux éta-
« blissements nécessaires au développement de la
« société ; 2° sur ce que sont encore les donataires,
« en leur même qualité d'actionnaires qui, par l'inter-
« médiaire du directeur et des membres du conseil
« d'administration, leurs mandataires légaux, ont pro-
« curé à la « Bénédicte » sa prospérité actuelle ; —

« mais attendu que dans les sociétés anonymes, la
« personnalité des actionnaires s'efface devant celle
« de la société; qu'en prenant part aux délibérations
« des assemblées générales, lorsque, d'après les sta-
« tuts, le nombre des actions dont ils sont porteurs
« le leur permet, les associés agissent pour le compte
« et dans l'intérêt de la collectivité sociale : que les
« administrateurs, d'autre part, sont, ainsi que le
« directeur, les mandataires, non des actionnaires,
« pris individuellement, mais de la société; qu'à la
« même époque toutes les actions ont donc, en prin-
« cipe, la même valeur, et qu'ainsi, dans l'espèce, au-
« cun fait particulier n'étant relevé en ce qui les con-
« cerne les actions données par Le Grand aux dames
« P..., D..., L..., et B..., auraient, s'il les avait conser-
« vées, valu entre ses mains au jour de son décès,
« exactement ce qu'elles valaient alors entre les
« mains des donataires; attendu, par suite, qu'en
« jugeant que l'augmentation de valeur des dites
« actions ne faisait pas partie des biens donnés dont
« l'article 922 du Code civil exige la réunion fictive
« à la masse héréditaire pour le calcul de la quotité
« disponible, la Cour de Rouen n'a pas justifié sa
« décision et a méconnu ledit article. »

Nous avons commenté plus haut cet arrêt qui applique si judicieusement le concept juridique de la personnalité des sociétés, critiqué par M. Ripert; et nous avons exposé toutes les raisons pour lesquel-

les nous l'approuvions ; nous n'y reviendrons pas.

Enfin, la Cour de Caen, devant laquelle l'affaire avait été renvoyée, a rendu le 26 juin 1912 son arrêt, en vertu duquel elle :

« Réforme le jugement dont est appel, mais seulement sur les chefs par lesquels il s'est écarté des bases indiquées en ce qui concerne la plus-value des actions de la « Bénédictine » de Fécamp, données par Le Grand à quatre de ses filles et les conséquences qui en découlent pour le règlement de sa succession ;

« Dit que Le Grand a donné 80 actions de la « Bénédictine » à chacune des Dames P..., D..., et L..., et 14 actions de la même Société à la dame B... ;

« Dit que pour le *calcul de la réserve* ces actions seront réunies fictivement aux biens existants au décès de Le Grand, d'après leur valeur au temps de ce décès ;

« Dit que la *part réservataire* ainsi fixée sera touchée par chacun des enfants Le Grand avec des valeurs composant son patrimoine à son décès ou rapportées *effectivement* à sa succession.

« Dit que la plus-value des dites actions ne sera pas imputée sur la réserve ;

« Dit que les dames P... et D... subiront sur leur part réservataire un rapport en moins prenant égal à

« la valeur des actions qui leur ont été données aux
« dates des donations.

« Dit qu'en raison de la clause de préciput conte-
« nue dans leur contrat de mariage, les dames L... et
« B... subiront sur leur réserve un rapport en moins
« prenant égal pour chacune d'elles à la somme de
« 40.000 francs. »

Ainsi l'arrêt de Caen admet implicitement le principe que nous avons tenté, au cours de ce travail, de mettre en lumière : la protection du réservataire, quand il énonce que c'est pour calculer *la réserve* que les actions données devront être réunies fictivement à la masse d'après leur valeur au décès ; il ne fait, en effet, aucune allusion à la quotité disponible ; il réglemente uniquement le calcul de la réserve et le partage de la succession entre les réservataires. Et pour ce partage, il stipule très nettement que la part réservataire de chaque enfant sera prise sur les biens existants au décès, ou ceux rapportés réellement à la masse partageable ; par là même il décide que les enfants donataires n'auront à subir aucune réduction ni au profit de leurs cohéritiers, puisque ceux-ci auront à se remplir de leurs droits sur l'actif réel et les biens effectivement rapportés conformément à l'estimation de l'article 868, ni à plus forte raison au profit de la veuve donataire puisque, d'abord, le rapport n'est dû qu'aux seuls cohéritiers, et de plus que ce rapport est un rapport en moins prenant sur le pied

de la valeur des actions au jour de la donation, donc, en l'espèce, notablement inférieur à la part de chaque réservataire.

Cet arrêt répond évidemment à l'esprit et au texte de la loi, en conciliant les articles 868 et 922 du Code civil, auxquels il laisse leur sphère spéciale d'application; nous l'approuvons donc sans réserve.

Il nous reste à exposer en chiffres le problème de la liquidation de la succession de M. Le Grand et à passer ensuite à l'examen et à la discussion des divers systèmes proposés.

II. — POSITION DU PROBLÈME

Voici comment se présente le problème de la liquidation de la succession de M. Le Grand (Les chiffres que nous indiquons, quoique n'étant pas les chiffres réels, n'apportent aucune modification aux résultats) :

Les biens existants au décès et les rapports de dots effectués réellement, conformément aux prescriptions de l'article 868 sur le pied de la valeur du « mobilier » lors de la donation, forment une masse de biens réels nets, passif déduit (masse partageable), de 3.150.000

A cet actif réel sont réunis fictivement les biens dont il a été disposé entre vifs

A reporter 3.150.000

Report. 3.150.000

d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur (article 922); actif fictif comprenant seulement ici la plus-value, survenue, entre les dates des donations et la date du décès de M. Le Grand, aux actions « Bénédicte » données en dot à M^{mes} P..., D..., L... et B... (la valeur au jour de la donation a été comprise à la masse réelle — 3.150.000 francs — comme rapport réel), savoir :

1^o Dot P... :

Valeur des 80 actions « Bénédicte » au jour du décès
(cours de l'action : 4.700 fr.) . 376.000

Valeur de ces mêmes actions
au jour de la donation . . . 40.400
Différence soumise à la réu-
nion fictive 335.600

2^o Dot D... :

Valeur au décès . 376.000

Valeur au jour de
la donation 46.400

Différence à réu-
nir. 329.600 329.600

A reporter. . 665.200 3.150.000

Reports . . .	665.200	3.450.000
3° Dot L... :		
Valeur au décès .	376.000	
Valeur au jour de		
la donation. . . .	<u>40.000</u>	
Différence à réu-		
nir.	336.000	336.000
4° Dot B... :		
Valeur au décès des		
14 actions	68.680	
Valeur au jour de		
la donation. . . .	<u>42.500</u>	
Différence à réu-		
nir.	26.180	26.180
Total de l'actif fictif . . .	1.027.380	1.027.380
La masse totale sur laquelle devront		
être calculées réserve et quotité dispo-		
nible s'élève donc à.		<u>4.177.380</u>

Il y a lieu d'observer que la clause de préciput insérée dans les contrats de mariage L...et B..., n'affecte, en aucune façon, l'application des règles de la réunion fictive, fixées par la loi : en effet, comme nous l'avons vu, le principe est d'ordre public et aucune dérogation n'est permise au donateur qui pourrait, s'il en était autrement, toujours éluder la prescription légale et supprimer toute cause de réduction.

C'est donc sur la somme de 4.177.380 francs que doit se faire le calcul de la réserve et de la quotité disponible.

La quotité disponible ordinaire se trouve, en l'espèce, être du quart, soit 1.044.345 francs.

De son côté, la réserve des enfants est des trois quarts soit 3.132.935 francs.

Quant à la part légitime revenant à la veuve comme donataire elle se calcule sur l'ensemble de la masse, en comprenant la veuve au nombre des enfants (15 enfants + la veuve = 16); elle est donc, dans le cas présent, d'un seizième de 4.177.380 francs soit 261.086 fr. 25.

Comment liquider avec ces données ?

III. — SYSTÈMES DE LIQUIDATION.

Plusieurs systèmes sont en présence :

Premier système

La masse partageable qui comprend uniquement les biens existants au décès et le montant des rapports réels ne s'élève, avons-nous vu, qu'à . 3.150.000

Or, la réserve à laquelle il ne peut être porté atteinte s'impute naturellement en premier lieu, préférablement, pour son chiffre arrêté définitivement à 3.132.935

De cette sorte, il ne reste plus, en biens réels, pour faire face à la quotité disponible, que la différence, soit. 17.865

A qui appartient ce reliquat ?

Au bénéficiaire de la donation la plus ancienne en date, en l'espèce à la veuve, donataire en pleine propriété d'une part d'enfant légitime le moins prenant, part déterminée ci-dessus, et s'élevant à. 261.086 fr. 25

Mais la quotité disponible n'a pour s'exercer qu'un reliquat en biens réels de. 17.065 fr.

Il manque donc pour parfaire la part de la veuve. 244.021 fr. 25

Or, postérieurement à la donation par lui faite à son épouse, M. Le Grand a constitué des dots à ses filles, Mesdames P..., D..., L..., et B...

Admettra-t-on que la veuve doive subir sur sa donation une réduction de 244.021 fr. 25 alors que les quatre donataires, *postérieures*, resteraient remplies du montant total de leurs donations ?

Une telle conséquence ferait, certes, échec à l'application de l'article 933 du Code civil qui stipule que, lorsqu'il y a lieu à réduction, celle-ci doit se faire, en commençant par la donation dernière en date, et en remontant des plus récentes aux plus anciennes.

Les 244.021 fr. 25 devraient donc, selon cette théorie, être fournis à la veuve par les donataires postérieures, en commençant par les plus récemment dotées ; le disposant aurait, en effet, par des donations excessi-

ves, dépassé les disponibilités que sa fortune lui offrait ; il aurait fait des libéralités à une époque où il ne lui restait plus rien à donner.

Et, ce principe admis, voici ce qui se présente :

M^{me} B..., dernière dotée, et préciputaire de la différence de valeur existant entre le jour de la donation et le jour du décès, pourra, à condition que les biens destinés à composer la part des successibles soient de même nature, imputer les biens donnés (valeur au décès : 68.680 francs) sur sa part de réserve (article 924 du Code civil ; — Cassation 9 décembre 1836 S.57.1.34 ; cassation 15 novembre 1871, D. 71.1.281 ; S. 71.1.155. Aubry et Rau, 4^e édition, t. VII, § 684 *ter*, p. 202). Cette part étant supérieure à son don puisqu'elle s'élève à 208.862 fr. 33 (3.132.935 fr. 15) : il n'y aura, pour M^{me} B..., aucune réduction à subir.

On admettra donc, en l'espèce, que le donateur ayant eu surtout en vue par les dispositions préciputaires de régler les rapports à faire par chacun de ses enfants sans porter atteinte à la libéralité antérieure faite au profit de sa veuve, même les donations faites à M^{mes} P..., D..., L..., et B..., devraient être imputées sur la réserve, mais seulement toutefois jusqu'à concurrence de chaque part réservataire.

Nous venons de voir que M^{me} B... ne serait pas réduite, sa part de réserve dépassant la valeur de sa donation préciputaire.

Quant à M ^{me} L..., qui a reçu d'après l'évaluation au jour du décès (article 922) une dot de . . .	376.000
Et dont la réserve n'est que de . . .	208.862,33
Elle devra subir une réduction de la différence, soit de	<u>167.137,67</u>
De même M ^{me} D..., aurait à supporter une réduction de	76.883,58
Somme nécessaire pour former avec les 17.065 francs, montant en biens réels de la quotité disponible.	17.065
Les 261.086 fr. 25 représentant la part d'enfant revenant en pleine propriété à M ^{me} Le Grand	<u>261.086,25</u>

Un tel système est très critiquable.

Il opère une confusion malheureuse — et illégale au surplus, — entre le rapport réel dû seulement aux cohéritiers en vertu du principe d'égalité, et la réunion fictive, uniquement instituée dans le but très spécial et très restreint de fixer des chiffres.

Ces chiffres une fois déterminés, la masse fictive s'évanouit à tout jamais : son rôle est complètement terminé et pour la liquidation des droits de chacun, pour le partage et pour la réduction, il faut revenir aux principes édictés au livre III, titre I, chapitre VI du Code civil : c'est donc sur la masse composée conformément à ces principes que les règles de la réduction devront s'exercer ensuite, s'il y a lieu.

Ces simples considérations suffisent pour dénoncer l'illégalité d'un pareil système et des conséquences qu'on en tire.

Deuxième système

Un autre système va plus loin encore.

Le *Dictionnaire du Notariat* (noces n° 51 et Rapport à succession, n° 65) enseigne que l'époux survivant, donataire d'une part d'enfant, quoique n'ayant pas droit au rapport réel, en bénéficie indirectement par suite de la réunion fictive prévue par l'article 922 du Code civil pour le calcul de la quotité disponible et la Cour de cassation a jugé tout récemment (13 mars 1907. *Journal des notaires*, 29.320) que les réservataires avantagés en avancement d'hoirie ne peuvent prétendre imputer une partie de leur don sur la quotité disponible, lorsque celle-ci a été léguée *spécialement* (voir, dans le même sens, un arrêt précédent du 8 février 1878. *Journal des notaires* 26.499 et les études doctrinales du *Journal des notaires* 25.590 et 26.790).

De plus, il a été jugé par la Cour de cassation dès le 21 juillet 1813 (voir *Dictionnaire du Notariat*, Noces, n° 54) que la donation de l'époux est préférable aux donations postérieures quand même celles-ci auraient été faites au profit de l'un des enfants.

Ceci expliqué, comment liquider dans l'espèce ?

Il faudrait tenir compte de ce que les dots constitués aux enfants l'ont été en avancement d'hoirie et

que M. Le Grand, en réalité, n'a pas voulu les avantager par préciput, puisqu'il a disposé ultérieurement de la portion disponible de sa succession en faveur des enfants issus de son second mariage.

Et le legs profitant à ces derniers ne serait pas caduc puisque son montant pourrait se prélever sur les biens existants.

De cette façon, M^{mes} P..., D..., et L..., rapporteraient chacune 167.137 francs 67 (376.000fr. — 208.862 fr.33) par l'effet de l'action en réduction et les quatre enfants du second lit auraient en sus de leur réserve ce qui resterait disponible après l'imputation de la part de leur mère.

Nous condamnons également ce système ; en voici nos raisons :

Il est bien évident qu'en général l'époux survivant donataire bénéficie indirectement de la réunion fictive prévue par l'article 922.

Il profite des rapports fictifs faits par les enfants en ce sens que ces rapports entrent en ligne de compte pour la détermination de l'importance de la réserve et de la quotité disponible, mais c'est seulement au point de vue de la *fixation* de ses droits établis sur la masse fictive — nullement au point de vue de l'*exercice* de ses droits, — ceux-ci ne pouvant s'imputer que sur l'actif réel et non pas même sur les rapports réels ; en effet l'attribution au légataire de la quotité disponible ou au donataire non successible ne peut com-

prendre que des biens trouvés au décès et non des rapports, ces rapports n'étant dus que de cohéritier à cohéritier et étant calculés au surplus sur une base d'évaluation toute différente de celle de la réunion fictive.

Dans notre espèce, l'actif réel, rapports réels compris (article 868) est de . . . 3.150.000

D'autre part, la réserve étant irrévocablement fixée, sans qu'il puisse y être porté atteinte, à la somme de . . . 3.132.935

Il reste en biens réels uniquement la différence, soit . . . 17.065

Ce sont donc ces 17.065 francs seulement qui composent la quotité disponible, le surplus étant affecté *exclusivement* à la réserve ; en conséquence, la veuve donataire ne peut recueillir que ces 17.065 francs pour lui tenir lieu de sa donation d'une part d'enfant.

En effet, elle ne peut exiger de M^{mes} P..., D..., et L..., un rapport réel de 167.137 fr.67 pour deux raisons :

L'une, basée sur l'article 868 et portant sur la question d'estimation des dons rapportés : c'est que le rapport réel du mobilier se fait en moins prenant sur le pied de la valeur du mobilier *lors de la donation*, et non pas à l'époque du décès du donateur.

L'autre, dictée par l'article 857 et régissant le fond

du droit, c'est que le rapport n'est dû que de *cohéritier à cohéritier*.

En conséquence,

D'une part, la réunion fictive ne pouvant se transformer en rapport réel, puisqu'elle n'est instituée qu'au profit des réservataires et que ceux-ci sont appelés à toucher intégralement leurs parts de réserve ;

Et d'autre part, le montant du rapport réel de chacune des enfants dotées étant inférieur à sa part de réserve,

La réduction doit atteindre la donation faite à la veuve.

Quant à l'arrêt de la Cour de cassation du 22 juillet 1813, il ne s'appliquerait, semble-t-il, à notre espèce que si le rapport réel de l'article 868, — non la réunion fictive de l'article 922, — des donations postérieures à la donation de la veuve était pour chacune de 376.000 francs. Alors, évidemment, la donation de M^{me} Le Grand serait préférable à celles subséquentes et les enfants dotées n'ayant droit qu'à une réserve de 208.862 fr. 33 devraient rapporter *réellement* à la masse partageable chacune 167.137 fr. 67. Mais notre cas est tout différent ; le rapport réel n'est pas, nous l'avons vu, de 376.000 francs : cette dernière somme correspond au chiffre *provisoire* destiné à concourir à la formation de la masse fictive, simplement.

A l'égard du legs de la quotité disponible fait au

profit des enfants du second lit, il apparaît en toute évidence qu'il devient caduc. Un cohéritier, légataire ou non, ne peut exiger de rapport réel de son cohéritier que d'après l'estimation prévue à l'article 868 et non d'après celle de l'article 922 qui vise une opération toute spéciale et indépendante : la réunion fictive pour la détermination de la réserve et de la quotité disponible.

L'arrêt du 13 mars 1907 ne peut davantage être étendu à notre espèce : en effet, M^{mes} P..., D..., L..., et B..., n'ont point à « prétendre imputer une partie de leur don sur la quotité disponible » léguée spécialement puisque le rapport réel, — le seul à envisager, étant le seul dû, — est loin d'atteindre et à plus forte raison d'excéder leur part de réserve : il est respectivement de 40.400 francs, 46.400 francs, 40.000 francs et 42.500 francs, alors que la part de réserve de chaque enfant dotée est de 208.862 fr. 33.

Enfin passant à un dernier argument, si on peut dire que M. Le Grand n'a pas voulu avantager par préciput M^{mes} P..., D..., L..., et B., puisqu'il a disposé ultérieurement de la quotité disponible de sa succession, il faut bien reconnaître qu'en réalité l'avantage incriminé n'apparaît nullement, les quatre donataires se trouvant finalement réduites à leur part de réserve.

Troisième système

Nous arrivons maintenant à l'exposé du système que nous adoptons.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler brièvement ici les points que nous avons particulièrement étudiés au cours de ce travail en vue d'éclairer la solution du problème de la réduction en cas de plus-value :

1° La distinction essentielle qu'il y a nécessité absolue de faire entre le rapport réel de l'article 868 et la réunion fictive de l'article 922, opérations régissant des domaines totalement différents, la dernière mise en œuvre pour arriver à la détermination d'un chiffre, sans plus, la première utilisée comme base réelle de la liquidation et du partage ;

2° Le mode d'évaluation prescrit par la loi à l'égard des biens donnés, réunis fictivement à la masse d'après leur état au jour de la donation et leur valeur au jour du décès, les cas exceptés où les changements de valeur sont dus au fait du donataire établi de façon effective et précise.

3° La généralité d'application de l'article 922, régissant les meubles comme les immeubles, et les meubles incorporels au même titre que les meubles corporels ;

4° L'esprit caractéristique des textes visant la réduction et tenant dans cette double formule : *protection du réservataire, intangibilité de la réserve.*

A la lumière de ces principes qui nous ont paru très cohérents entre eux et indiscutables, la solution du problème posé se trouve des plus simplifiées.

I. — CALCUL DE LA RÉSERVE ET DE LA
QUOTITÉ DISPONIBLE

Actif réel net, rapports réels compris.	3.150 000
Réunion fictive de la plus-value des biens donnés, l'article 922 étant formellement applicable à l'espèce	1.027.380
Total	<u>4.177.380</u>
Quotité disponible : $1/4$	1.044.345
Réserve : $3/4$	3.132.935
Ces chiffres fixés, aucune autre conséquence n'est à tirer de l'opération.	

II. — PARTAGE

Actif réel net dans lequel figurent, — conformément aux prescriptions d'évaluation de l'article 868, — les rapports de dons entre vifs	3.150.000
Imputation de la réserve qui, par son caractère même, est privilégiée	3.132.935
Il reste uniquement pour faire face aux dons — et aux legs s'il y a lieu, — une quotité disponible de	<u>17.065</u>

Pas de réduction des dots, la réduction ne devant
jamais profiter qu'aux réservataires ; or, tous sont

remplis de leurs parts de réserve et ne sont pas lésés.

Les constitutions de dot ayant été faites en avance-
ment d'hoirie, les enfants dotées en font, — pour le
partage, — le rapport en moins prenant à la succe-
sion du donateur sur le pied de la valeur au jour de
la donation, conformément à l'article 868 du Code civil.

La valeur de ces dons étant inférieure à la réserve
de chaque enfant, aucun rapport réel, au sens litté-
ral du mot, ne sera effectué.

Enfin, les enfants viendront au partage en qualité
d'héritiers et non comme donataires.

Dans toute hypothèse, chaque enfant ne devant rece-
voir que le montant de sa réserve ne peut donc subir
aucune réduction sur sa part.

Quant à la veuve donataire et aux légataires, ils ne
peuvent exiger la réduction d'aucune donation.

La loi est faite contre eux.

Application de ce système à une autre hypothèse

Il y a lieu d'envisager une autre hypothèse : celle
où la masse des biens réels existants au décès, rap-
ports réels compris (masse partageable) serait infé-
rieure au chiffre de la réserve.

Appliquons cette hypothèse à l'espèce que nous
venons d'étudier.

Admettons donc que l'actif réel partageable, au lieu de s'élever à 3.150.000 fr.

ne soit plus que de 3.000.000

La réunion fictive demeurant fixée à . 1.027.380

Le total formant la masse fictive sera
de 4.027.380

La quotité disponible — qui est du
quart, — sera de 1.006.845

Et la réserve des trois quarts sera de . 3.020.535

D'après les principes plus haut établis, il apparaît, au simple rapprochement des chiffres, que la masse de réserve dépasse l'actif à partager de 20.535 francs (3.020.535 — 3.000.000).

D'où les conséquences suivantes :

I. — Le legs de quotité disponible est évidemment caduc.

II. — La donation à la veuve ne peut pas davantage s'exercer, puisqu'il n'y a aucun actif pour y faire face, toute la succession se trouvant absorbée par la réserve.

III. — Les réservataires eux-mêmes sont lésés dans l'ensemble de 20.535 francs.

Y a-t-il lieu, en l'espèce, à réduction au profit de la masse réservataire ?

La question est délicate.

On peut soutenir dans l'affirmative, que l'action est ouverte aux réservataires dans tous les cas où

leur réserve se trouve entamée, que ce soit par des donations faites à des étrangers, que ce soit par des donations, excédant la part réservée, faites à des copartageants, réservataires eux-mêmes.

Or, la réserve est atteinte ; la donataire, dernière en date, devra donc subir une réduction de la somme de 20.535 francs diminuée du quinzième formant sa part, dont elle se libérera par confusion en sa personne.

Cette solution, — logique pourtant en apparence, — nous paraît condamnable dans le cas présent.

En effet, si, en présence de réservataires, dont quelques-uns ont été avantagés par des libéralités, la fixation de la quotité disponible et de la réserve a lieu, comme en toute autre espèce, conformément au principe uniforme de l'article 922, le rapport de cohéritier à cohéritier n'est toujours dû réellement que de la valeur des biens donnés au jour de la donation. Exiger la réduction de la dernière donation parce que sa réunion fictive excède la part réservataire de sa bénéficiaire serait faire échec à une disposition légale très nette et renverser une fois encore les rôles si distincts des articles 868 et 922.

Le rapport de la dot mobilière se faisant en moins prenant et la part de réserve de chaque enfant étant de beaucoup supérieure à ce rapport, en vertu de quel principe arriverait-on donc à imposer la réduction à M^{me} B... ou à son défaut à M^{me} L... ?

M^{me} B... a droit, en principe, comme réservataire à 208.862 fr. 33 ; comme donataire, elle rapporte sa donation en moins prenant pour 42.500 francs ; elle ne doit rien à ses cohéritiers, une fois l'imputation faite de son rapport sur ses droits, et elle touchera sur les biens réels, existants au décès, la différence entre 42.500 francs et 208.862 fr. 33, soit 166.362 fr. 33 ; l'article 868 la met, en effet, à l'abri de toute revendication, d'où qu'elle vienne, car, d'après lui, elle ne doit compte que de son rapport réel sur le pied de la valeur des biens donnés au jour de la donation.

D'ailleurs, s'il en était autrement, M^{me} B... ne recevrait pas intacte sa part de réserve et elle serait en droit, à son tour, d'exercer un recours contre ses cohéritiers, mieux partagés qu'elle, ce qui aurait pour résultat d'anéantir l'effet de la réduction.

La seule solution possible, conforme du reste à la lettre et à l'esprit des textes, est de faire supporter à l'ensemble des réservataires la différence entre la masse réelle et le chiffre fictivement établi de la réserve ; l'article 922 a joué, comme à l'ordinaire, son rôle d'instrument de défense contre les donataires et les légataires ; une fois le combat terminé, l'arme ne sert plus, et les réservataires se partagent la masse d'après « leur » loi, l'article 868.

Le partage portera donc uniquement sur les biens réels et les rapports réels.

Cette masse, absorbée et au delà par les droits des réservataires, étant de 3.000.000

Le *quinzième*, formant la part intangi- 1/15
ble de chaque enfant, sera de. 200.000

Les enfants dotés précompteront le montant de leur donation en moins prenant sur leur part de réserve ; et ils seront remplis du surplus de leurs 200.000 francs par l'attribution de biens réels de succession jusqu'à due concurrence.

Il est facile de remarquer qu'à l'encontre des autres systèmes préconisés comme solutions au problème dont nous nous occupons et qui sont obscurément basés sur de lourdes confusions ou de vagues et rares références de jurisprudence, inapplicables à l'espèce, le moyen que nous proposons découle logiquement des principes et de l'esprit dans lequel a été rédigé le Code civil, de même qu'il ne heurte ni ne cherche à éluder aucun texte légal.

Cependant nous ne nous refusons pas à admettre que si l'état actuel de la législation et l'esprit même dans lequel le Code a été composé ne nous permettent pas d'apporter une autre solution à la question étudiée, cette situation n'est pas sans donner lieu à de justes critiques et les conséquences, — logiques, il est vrai, — mais étranges, auxquelles nous sommes contraints d'aboutir et de nous rendre, renferment

sans doute quelque part d'injustice et rappellent le
vieil adage : *Summum jus, summa injuria*.

Il nous reste donc, maintenant, à envisager les
réformes qu'il serait désirable et possible de réaliser
en cette si complexe matière.

CONCLUSION

L'application des règles sur la réduction des dons de legs, — avec les conséquences extrêmes qui en découlent, — ne peut manquer de soulever bien des protestations.

Déjà, nous avons vu dans la jurisprudence la Cour de Rouen étendre, sans raison solide d'ailleurs, la conception du « fait du donataire » dans le but non avoué, mais certain d'échapper à la rigueur du droit et dans la doctrine, M. Ripert, au cours d'un article, au reste très documenté et très intéressant, dans lequel il envisage tous les aspects de la question, essayer, par une série de critiques et d'arguments très subtils, d'é luder la loi. Étant moins tenu au respect des textes qu'un tribunal, M. Ripert ne cache pas, dans sa conclusion, que tous ces efforts ont tendu à chercher le moyen juridique efficace de « biaiser », d'éviter l'article 922, de le mettre en quelque sorte « hors la loi ».

Nous avons, croyons-nous, suffisamment démontré que, de toutes parts, dominé par la clarté impérieuse du Code, il s'est heurté à de véritables impossibilités juridiques.

Force donc nous est de reconnaître l'article 922 applicable en tout état de cause aux valeurs incorporelles, avec toutes ses conséquences quelles qu'elles puissent être. *Dura lex, sed lex.*

Cependant, la situation créée par le texte légal est injuste à bien des égards et elle appelle sous conteste une atténuation de la rigidité de la loi, une réforme.

Qu'avons-nous constaté, en effet ?

Un père de famille, — nous reprenons notre exemple, — a réussi, par un labeur intelligent et persévérant, à mettre sur pied une société florissante ; grâce à ses efforts incessants, son industrie s'accroît de jour en jour et étend indéfiniment les limites de sa prospérité ; et ce père de famille, désireux, — et dans la plénitude de son droit, — de faire à son épouse une libéralité dans les limites permises au surplus par la loi et à quelques-uns de ses enfants des avantages spéciaux sur la quotité disponible de sa succession, emploie les formes légales pour régler ses volontés. Or qu'arrive-t-il ? Parce que sa fortune a grandi, parce que les actions de sa société, — données à quatre de ses enfants, — ont été l'objet d'une plus-value considérable, il se trouve que ses autres libéralités, — qui auraient eu plein effet si sa situation n'avait pas changé, — deviennent inefficaces ; on conçoit la singularité d'une telle conséquence, singularité créée pourtant et consacrée par des textes de loi non équivoques.

Les partisans de la liberté testamentaire absolue

et sans restriction saisiront certainement l'occasion qui s'offre à eux de critiquer avec plus de force l'étroitesse de notre organisation actuelle du droit de disposer ; nous ne sommes pas, quant à nous, convaincu qu'un bouleversement de notre code sur ce point réponde bien à la nécessité véritable et aux habitudes françaises.

Peut-être la liberté de tester aboutirait-elle à la reconstitution du droit d'ainesse, et nous sommes loin de penser que ce soit là un idéal auquel il faille s'attacher et revenir ; si la législation anglaise a cru devoir conserver, par son respect des traditions, cette coutume archaïque, on n'est pas autorisé à en inférer que les résultats en soient par là même excellents et dignes d'imitation.

En tous cas une telle réforme ne servirait à rien moins qu'à aggraver les défauts actuels de notre réserve héréditaire, en instituant une réserve de fait au profit d'un enfant, au détriment de ses frères et sœurs.

Elle serait donc tout au plus inutile en admettant qu'elle soit possible.

En effet comme le dit fort bien M. Joseph Charmont, (*Les transformations du droit civil*, page 24) « l'égalité est tellement entrée dans nos mœurs que le père
« ne ferait rien des pouvoirs qu'on lui donnerait.
« Au surplus, la réforme est impossible, parce qu'elle
« est manifestement contraire au sentiment public.
« Une démocratie égalitaire se prononcera toujours

« systématiquement contre une mesure de cette nature; il y a, comme le disait Laveleye (*Le gouvernement dans la démocratie*) incompatibilité entre la démocratie et le testament. »

De graves raisons morales et sociales réclament le maintien de la réserve ; il est juste que le lien du sang établisse un devoir à la charge de personnes issues directement les unes des autres comme il est nécessaire que la bonne organisation et la stabilité des familles, en qui réside la force de l'Etat, ne soit pas livrée aux dissensions intestines provoquées par les haines et les basses cupidités.

Cependant un gros reproche peut être fait à l'institution de la réserve : elle assure, en effet, au fils irrespectueux, la certitude de recueillir une part successorale minima ; en dépit d'une conduite scandaleuse, le mauvais fils reste l'héritier de son père ; le système de la liberté testamentaire n'est pas cependant, même à ce point de vue, exempt de critiques : les parents feraient-ils toujours un usage raisonnable du pouvoir qui leur serait conféré ? et quelles rivalités, quelles hypocrisies, quelles jalousies à notre époque de dégénérescence morale ne susciterait pas cette course à l'héritage ?

Un moyen terme, envisagé par M. Joseph Charmont, pourrait remédier à cet état de choses : il suffirait, en maintenant la réserve, de faire revivre quelques cas d'exhérédation, admis par notre ancien droit ; on

retrouve une trace de cette préoccupation dans le projet de notre Code civil : par une « disposition officielle », les parents pouvaient exhérer leurs enfants « notoirement dissipés ». Et l'on compte, aujourd'hui encore, parmi les défenseurs de la réserve, plusieurs auteurs partisans d'une exhérédation motivée.

Personnellement, M. Charmont se contenterait de voir compléter la liste des cas d'indignité ; et les codes civils espagnol (article 853), portugais (article 1876), allemand (article 2333) et suisse (article 477) fourniraient des exemples d'exhérédation qu'il serait facile à notre législateur de transposer en cas d'indignité. M. Charmont voit en cela la contrepartie et la conséquence de la liberté nouvelle accordée par la réforme du mariage, de telle sorte que les enfants qui se sont mariés contre le gré ou sans l'assentiment de leurs parents se verraient inaptes à prétendre à quoi que ce soit dans la succession de leurs auteurs, et il conclut ainsi : « Nous ne disons pas qu'il ne faut rien
« regretter du passé, mais nous croyons qu'on ne
« peut espérer le faire revivre. La famille a subi très
« fortement l'influence des principes d'égalité et de
« liberté qui ont modifié la société elle-même et c'est
« pourquoi la question de la liberté testamentaire a
« toujours été considérée dans notre pays comme
« une question politique. Bien des mesures, bonnes
« en elles-mêmes mais qui auraient ou paraîtraient
« avoir pour but de nous ramener à l'ancienne orga-

« nisation familiale seraient frappées de discrédit et
« provoqueraient contre elles un irrésistible courant
« d'opinion. »

Même avec ce correctif, peut-être la réforme, ainsi envisagée, serait-elle encore trop considérable et risquerait-elle d'être indéfiniment ajournée.

Mieux vaudrait sans doute limiter ses efforts et faire porter l'attention du législateur sur la question toute spéciale dont nous nous sommes occupé : le conflit entre les deux méthodes d'estimation des articles 868 et 922.

Nous passerons tout d'abord en revue quelques législations étrangères, différant sur ce point de notre Code :

Code portugais : article 1790-2 : « La valeur des
« biens donnés devra être appréciée à l'époque où
« la donation a eu lieu. »

Code espagnol : article 818 : « A la valeur des biens
« héréditaires, on ajoute celle de toutes les dona-
« tions rapportables du même testateur, avec l'esti-
« mation au moment où il les a faites. »

Code allemand : article 1900 : « On ne compte plus
« les donations si, à l'époque de la succession, il y
« a plus de dix ans écoulés. L'objet est compté pour
« sa moindre valeur, sauf pour les choses tangibles
« où l'estimation est celle de la donation. »

Enfin, Code italien, article 822 : « Pour déterminer
« la réduction, il est formé une masse de tous les

« biens du testateur, déduction faite des dettes. »

« On y réunit fictivement tous les biens dont il a
« été disposé à titre de donation, d'après leur valeur
« à l'époque des donations, s'il s'agit de meubles et
« d'après leur état à l'époque des donations et leur
« valeur à l'époque du décès du donateur, s'il s'agit
« d'immeubles. »

Les codes portugais et espagnol considèrent les biens donnés, sans faire de distinction entre les meubles et les immeubles, comme irrévocablement sortis du patrimoine du donateur dès le jour même de la donation ; il n'ont pas conservé la fiction de notre Code civil qui exige au contraire la réunion à la masse, précisément parce qu'il regarde les biens donnés comme toujours restés entre les mains du disposant jusqu'à son décès.

Quant au Code allemand, dont la disposition est intéressante mais ne paraît guère devoir être proposée à notre imitation, il énonce une règle procédant d'un principe également opposé à celui de notre législation.

Tout au contraire la réformation de notre système légal au point de vue du calcul de la quotité disponible s'accommoderait assez bien des stipulations de l'article 822 du Code civil italien : on apporterait ainsi — ce qui est notre simple but — une atténuation à la rigidité de la théorie de la défense réservataire.

La cause du conflit entre les deux articles 868 et 922 de notre Code n'existerait plus, puisque la méthode

de calcul indiquée pour le rapport réel et l'estimation prescrite pour la réunion fictive des dons mobiliers seraient identiques.

De plus, notre article 922 ainsi modifié serait en conformité absolue avec l'article 1551, en vertu duquel toute estimation de biens mobiliers dans un contrat en vaut vente, sauf réserve contraire.

Par ce moyen, on ne rencontrerait plus dans l'estimation des meubles, rapportés ou réunis à la masse, des difficultés et des situations anormales, comme celle que nous avons particulièrement étudiée, lorsque la valeur des biens donnés s'est accrue considérablement entre la date de la donation et l'époque du décès du donateur.

Enfin, le droit de disposition du père de famille, — que nous ne désirons pas voir étendre autrement, tant ce problème soulèverait de questions complexes et d'incertitudes graves, — pourrait, au moins grâce au bénéfice d'une législation rajeunie, mieux appropriée avec les besoins de l'époque et les exigences de l'équité, ressortir son plein et entier effet dans les limites légales, et ne plus constituer, — comme dans le cas qui a fait l'objet de cette étude, — un leurre dérisoire et une liberté de fiction.

Vu : Le Président de la Thèse,

PIÉDELIÈVRE

Vu . Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE.	Pages 5
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

De l'évaluation des biens donnés entre vifs pour le calcul de la quotité disponible. . .	11
---	-----------

CHAPITRE PREMIER. — Différenciation entre le rapport réel et la réunion fictive.	14
CHAPITRE II. — De l'évaluation des biens soumis à la réunion fictive à la masse ; le « fait du dona- taire » et la plus-value des biens donnés . .	29
CHAPITRE III. — De la généralité d'application de l'ar- ticle 922	50

DEUXIÈME PARTIE

De la réduction des dons et legs. . .	71
--	-----------

CHAPITRE PREMIER. — De l'esprit de la loi ; le principe de la protection du réservataire	73
I. — Aperçu historique.	73
II. — Argument tiré des textes	79

CHAPITRE II. — Par qui l'action en réduction peut-elle être exercée ?	86
CHAPITRE III. — De la réduction des dons et legs en cas de plus-value des biens donnés	93

TROISIÈME PARTIE

Un cas de plus-value de biens donnés. Les actions « Bénédictine » et la succession de M. Le Grand

I. — Exposé des faits	103
II. — Position du problème	112
III. — Systèmes de liquidation.	115
CONCLUSION	132

MAYENNE IMPRIMERIE CHARLES COLIN
